

M 1659 - 1252 - 5,00F

du 5 juin au 11 juin 1981

l'humanité rouge

organe
central du **PCML**

**14-21 JUIN
AMPLIFIER
LA DEFAITE
DE LA DROITE**

VOS LUTTES

LA VRAIE

GARANTIE

POUR QUE

ÇA CHANGE

PLATE-FORME

du Parti Communiste Marxiste Léniniste

POUR LES LEGISLATIVES DES 14 ET 21 JUIN 1981

La défaite de Giscard d'Estaing constitue un réel succès pour les travailleurs; pour tous ceux qui, ces dernières années, ont fait face à l'offensive anti-populaire qu'il a dirigée. C'est la défaite de celui qui était le candidat des grands monopoles capitalistes. C'est un échec pour le grand patronat qui comptait sur la réélection de Giscard pour poursuivre ses attaques contre les travailleurs.

Le PCML a pris sa part dans la réalisation de cet échec de Giscard, en combattant sa politique dans les luttes quotidiennes et en appelant à le battre en votant Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle.

Il appelle, à l'occasion des élections législatives, à voter, dès le premier tour, **POUR AMPLIFIER LA DEFAITE DE LA DROITE.**

Cependant, bien que la défaite de la droite marque un temps d'arrêt dans l'offensive anti-ouvrière et crée les conditions de changements positifs, le PCML estime que les travailleurs doivent rester vigilants. Le capitalisme reste en place. La bourgeoisie monopoliste est toujours là avec ses atouts : l'organisation patronale de combat qu'est le CNPF, les partis de droite qui ne vont pas manquer de multiplier les manœuvres, les rouages de l'appareil d'Etat et en particulier ceux de répression antipopu-

laire. Ce serait se bercer d'illusions que de croire qu'ils vont rester inactifs; ils vont tout faire pour continuer à combattre les travailleurs. Il n'y a pas de raison pour que la bourgeoisie ne cherche pas à poursuivre ses objectifs de réalisation du profit maximum et de restructuration de son économie avec son cortège de licenciements et de chômage.

Seul le socialisme, donnant le pouvoir aux travailleurs, pourra l'empêcher définitivement de nuire et permettra d'imposer des changements réels et durables.

Néanmoins, le PCML estime que dès main-

tenant des changements favorables aux intérêts des travailleurs peuvent être obtenus, à condition qu'ils comptent avant tout sur leurs luttes et sur leur unité. Le patronat ne cédera pas sans action! Le PCML appelle à combattre tous les points de vue qui révisent en baisse les revendications des travailleurs et s'efforcent d'organiser un consensus au bénéfice de la bourgeoisie.

Vis-à-vis du nouveau gouvernement, le PCML soutiendra toute mesure favorable aux travailleurs et aux peuples du monde et combattra toute initiative contraire à leurs intérêts.

Des mesures immédiates

Le PCML agit pour que les quatre mesures suivantes soient prises immédiatement :

- relèvement du SMIC à 3 400 francs.
- pas d'indemnité de chômage inférieure au SMIC.
- arrêt des expulsions de travailleurs immigrés.
- libération des prisonniers politiques (Corses, Bretons, Tahitiens, Guyanais, Basques, Guadeloupéens.).

A plus long terme le PCML agit :

Pour le droit au travail

- contre tout licenciement.
- embauche des jeunes à leur sortie de l'école.
- embauche définitive des travailleurs hors-statut par les entreprises où ils sont intérimaires, sous contrat à durée limitée, stagiaire Barre.
- création massive d'emplois dans la fonction publique ainsi que dans les entreprises privées et nationalisées.
- à travail égal, salaires et statuts égaux pour les femmes, les jeunes, les immigrés.
- défense de la loi de 1936 sur la durée hebdomadaire du travail, les 35 heures sans diminution de salaire.
- droit des petits et moyens paysans de vivre décemment de leur travail, maintien du statut du fermage contre les attaques des bailleurs.

Pour le droit à la santé

- abrogation de la nouvelle convention médicale.
- gratuité des soins médicaux.

Pour les libertés politiques et syndicales

- abrogation de toutes les dispositions, lois, décrets, circulaires prises ces dernières années contre les libertés démocratiques : loi « sécurité et liberté », loi anticasseurs, atteintes au droit de grève et aux libertés syndicales; dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat, des milices patronales et groupements à caractère fasciste et raciste; engagement de ne pas utiliser l'armée et les forces de police contre les travailleurs.
- abrogation de toutes les dispositions, lois, décrets, circulaires prises ces dernières années contre les travailleurs immigrés et attribution de l'égalité totale des droits politiques et syndicaux, ce qui inclut le droit d'élire et d'être élu.
- représentation réelle de tous les courants politiques, même minoritaires : droit d'expression à la radio-télévision, représentation proportionnelle intégrale lors des différentes consultations électorales, remboursement total des frais électoraux, liberté de candidature aux élections.
- suppression de l'article 16 de la Constitution.

Pour défendre la paix

Mesures concrètes de solidarité avec les peuples en lutte pour leur libération, notamment :

- rupture immédiate des relations avec l'Afrique du Sud.
- reconnaissance de l'Organisation de libération de la Palestine comme seul représentant légitime du peuple palestinien.
- rupture des relations diplomatiques avec le gouvernement pro-soviétique de Karmal et soutien concret à la résistance afghane.
- respect des résolutions de l'ONU sur le Cambodge et participation de la France à la Conférence internationale sur le Cambodge.
- soutien à la réunification de la Corée et reconnaissance de la République populaire et démocratique de Corée.
- soutien concret au peuple de l'Erythrée, du Salvador.
- reconnaissance du droit à l'indépendance des colonies françaises, les soi-disant DOM-TOM; retrait des troupes françaises d'Afrique et restitution des bases militaires aux pays où elles se trouvent.
- soutien aux revendications des pays du Tiers Monde, pour payer les matières premières à un juste prix, fixé par les pays producteurs.
- édification d'un réseau de protection civile permettant d'abriter la population en cas de menace ou d'attaque nucléaire.

Pour une France socialiste, indépendante, solidaire du Tiers-Monde

Le PCML œuvre à réunir le maximum de conditions pour avancer vers le socialisme. Pour changer en profondeur la situation actuelle, il faut, en effet, arracher le pouvoir aux mains des exploiters, briser leur instrument de pouvoir, leur Etat, leur armée, leur police, leur justice, leur appareil de propagande. Il faut le socialisme :

- un socialisme qui permette réellement le pouvoir de la classe ouvrière et du peuple : assemblées populaires à tous les niveaux, élues et révocables; garantie des libertés individuelles, du droit de grève, du droit d'association.
- un socialisme qui en finisse avec l'exploitation capitaliste par l'expropriation des exploiters, la propriété des moyens de production à l'ensemble des travailleurs, une planification fondée sur le bien-être du peuple.
- un socialisme rompant avec la position impérialiste dans le monde, développant la coopération économique sur un pied d'égalité et sur la base d'avantages réciproques avec les pays du Tiers Monde, participant à l'aide au développement, à l'instauration d'un nouvel ordre économique international.
- un socialisme assurant l'indépendance de la France par rapport à tout impérialisme.



Barre Barrot Chirac Papon Bonnet Bassot d'Ornano Haby Stoléru Dijoud Médecin Dassault

Ceux qu'il faut éliminer

Nouvelle, vous avez dit nouvelle, mais parmi la liste des candidats de la dite UNM force est de constater que la plupart des noms sont bien connus, pour avoir été mêlés à tous les mauvais coups perpétrés depuis des années contre les travailleurs.

Ainsi, dans les Hautes-Alpes, on retrouve **Paul Dijoud**, ancien secrétaire d'Etat aux Colonies (appelées DOM-TOM); celui qui criait au complot cubain et envoyait des gardes-mobiles à la moindre grève des coupeurs de canne-à-sucre.

Jacques Médecin, quant à lui se représente dans les Alpes-Maritimes, à Nice. Ville qu'il a jumelée avec Pretoria, la ville de l'apartheid. Ses liens avec les groupes fascistes sont notoires, on le disait très lié avec l'ex-OAS Spaggiari, auteur du fameux casse des égouts. Ce monsieur a trempé dans nombre de scandales, mais ce ne sont pas ses amis politiques qui pourront lui jeter la pierre.

L'ancien ministre de la Coopération et de la Défense, **Robert Galley** veut se faire élire dans l'Aube. Un des artisans de la politique africaine de **Giscard**, mouillé dans tous les complots, un des maîtres d'œuvre du sacre de Bokassa, décoré par l'assassin lui-même.

Dans le Calvados : **Michel d'Ornano**, plusieurs fois ministre et même glorieux ministre de l'Environnement au moment, notamment, de la marée noire de 1978 en Bretagne. Il distribuait des pelles, des petits seaux et des balais pour tenter d'apaiser la juste colère des Bretons.

A croire que la politique est une affaire de famille que l'on gère comme un patrimoine, on retrouve **Gérard Montassier**, gendre du bijoutier de l'Elysée, et même le petit prince **Ladislav**, le fils à papa **Ponia**, autant dire que tous deux prennent le départ sous une casaque plutôt défraîchie.

Coincidence, dans l'Ille-et-Vilaine se retrouvent deux anciens ministres de l'Agriculture, l'assassin retourne toujours sur les lieux de son crime, ces deux grands li-

quidateurs de petits paysans ont le front de se présenter dans un des départements les plus agricoles de France. Autre coïncidence dans le Morbihan, deux anciens ministres de l'Intérieur, **Marcellin** et **Bonnet**. **Marcellin**, ministre de l'Intérieur sous Pompidou, après mai 1968, le maniaque du complot international. Quant à **Bonnet** tout le monde se souvient, il était tellement préoccupé par la chasse aux piquets de grève qu'il ne parvenait jamais à faire aboutir les enquêtes à propos d'attentats racistes. Ce grand naïf, n'a jamais voulu croire qu'il y avait des néonazis de l'ex-FANE dans la police.

Barrot, l'homme qui fut de toutes les attaques contre le droit des travailleurs à se soigner, celui qui se prétendait ministre de la Santé, eh bien, il doit penser pouvoir faire encore mieux, puisqu'il se présente dans la Loire.

De plus en plus nouveau : le grand inquisiteur de Tours, ardent défenseur de l'Ordre et de la Morale, **Jean Royer** remet ça.

Douffiagues, membre du bureau politique du Parti républicain, proche du président déchu, ce monsieur qui se conduit comme un seigneur dans son fief d'Orléans aspire à un nouveau mandat électoral. A ses moments perdus, il participe à l'élaboration de la « doctrine libérale » au sein du Club de l'Horloge. Il avait même élaboré un projet de loi restreignant l'accès à la profession de journaliste, trouvant qu'il y avait trop d'« irresponsables » et sûrement trop de libertés dans cette profession.

Décidément **Chirac** qui s'en prend au flou des socialistes, annonce la couleur. Toujours sur la liste UNM, on retrouve **Haby**, l'homme de la loi d'orientation scolaire qui renforce la sélection des enfants de milieux populaires. **Longuet**, ancien du mouvement fasciste Occident, l'homme du fameux rapport, celui qui voulait supprimer le statut de la fonction publique pour ne conserver que 400 000 fonctionnaires.

Marcel Dassault, l'avionneur, a déjà entamé la distribution de

la manne électorale en même temps que les banquets, un des patrons qui bénéficient le plus des largesses de l'Etat. **Bassot**, cet ancien de l'OAS, ex-responsable à la propagande de l'OAS métropole, mouillé dans nombres d'affaires louches et jamais inquiété, lié aux fascistes italiens, avait la haute main sur les campagnes du diamantaire.

Toujours dans le beau monde, il faut citer **Alain Madelin** qui se représente dans la quatrième circonscription de l'Ille-et-Vilaine. Fondateur d'Occident (une pépinière à giscardiens), on le trouve lié à Albertini, l'un des chefs de file des nazis français, secrétaire général du parti de Déat, adhérent de la Ligue anti-communiste mondiale. **Madelin** est professeur à l'Institut supérieur du Travail, spécialisé dans la lutte antisyndicale. Dans la même catégorie, on peut classer un autre libéral, candidat dans le Val-de-Marne, il s'agit de **Griotteray**, patron de l'hebdomadaire fasciste *Minute*. Toujours dans le Val-de-Marne, le député RPR, **Vivien** se représente. Il s'est spécialisé dans le projet de loi antigreve, notamment à la télévision et plus généralement dans la fonction publique.

Stoléru, l'expulseur en chef des immigrés, l'homme qui orchestrait les campagnes racistes, **Jean-Pierre Pierre-Bloch**, le shérif de la Goutte-d'or, responsable de l'occupation policière permanente de tout un quartier populaire de Paris qu'il veut vider de ses habitants, travailleurs français et immigrés, pour le livrer aux promoteurs : tous deux ont goûté aux pouvoirs, tous deux en redemandent.

Jusqu'à **Barre** et **Peyrefitte**, deux des principaux artisans de la politique sanctionnée le 10 mai qui tentent de remettre ça.

Et **Chirac**, leader de remplacement, qui se dit « inquiet pour la France », essaye de s'adapter au terrain en orchestrant la campagne de l'UNM autour du mot d'ordre « Oui à un changement de politique, non à un changement

de société ». Comment peut-il y avoir changement de politique si ce n'est dans le sens d'une aggravation du chômage, de la vie chère, du racisme, du pillage du Tiers Monde, avec les hommes qui ont dirigé les affaires du pays depuis 23 ans. Le changement que propose **Chirac**, c'est un changement à la Reagan pour « libérer les entreprises de la bureaucratie ». Traduire : supprimer la législation sociale, et faire peser l'ensemble des charges sociales sur les seuls travailleurs. Voilà le « changement ».

Sous la bannière RPR du même **Chirac**, on retrouve notamment trois dirigeants notoires du fascisme. **Alain Robert**, un des dirigeants du Parti des forces nouvelles, ancien secrétaire général d'Ordre nouveau, se retrouve candidat RPR en Seine-Saint-Denis. Tandis que **Gérard Ecorcheville**, autre responsable du PFN, a reçu l'investiture du RPR dans la première circonscription des Hauts-de-Seine.

Voilà les gros bras des campagnes de la majorité promus au rang de candidats dans un combat douteux pour la « Société de liberté » et pour « le changement de politique ».

Sans parler de **Papon**, l'ancien ministre RPR du Budget qui ose se représenter dans le Cher, « Inspiré par le seul souci de l'intérêt national ». Etait-ce par souci du même intérêt national que, sous l'occupation, prévenant les désirs de ses maîtres allemands, il organisait la déportation des enfants israéliens de la Gironde par convois entiers ?

On se demande ce que les mots veulent dire, quand on voit les placards que s'offre à grands frais **Chirac** dans les quotidiens. Sur ces publicités on peut lire : « Oui, la liberté va gagner ».

Tous ces hommes qui ont fait pendant des années la politique du grand capital, contre les travailleurs, tous ces hommes doivent être battus les 14 et 21 juin pour prolonger et amplifier la défaite de Giscard d'Estaing. S'ils ne sont pas défaits, au nom de la lutte contre l'aventure, ils feront tout

pour freiner le moindre changement qui puisse aller dans le sens des intérêts des travailleurs.

L'aventure, les travailleurs en ont fait l'expérience avec eux. Ce fut 12 000 syndicalistes licenciés ou sanctionnés en 1980; c'est 69 milliards de francs de profits pour 15 groupes industriels français en 79. C'est 2 millions de chômeurs en 1981. Et **Barre**, candidat investi par l'UNM à Lyon, ne s'est même pas départi de sa morgue et de son arrogance lors de son « rapport sur l'état économique de la France » : « Nous avons fait ce que nous avions à faire. Nous l'avons fait aussi bien que nous pouvions le faire... Ce que nous avions à faire pour... les monopoles capitalistes. Les résultats sont là. En avril, les prix ont augmenté de 1,4% et selon une récente étude de l'INSEE, au cours du premier trimestre 81, pour la première fois la consommation des ménages a atteint la croissance zéro. La consommation alimentaire est baissée de 0,8%, la consommation d'énergie a diminué de 3,4%. Les effectifs industriels quant à eux ont fléchi de 1%. Voilà leur bilan. Et ils proposent de faire encore mieux pour les patrons. Ils voudraient, s'ils revenaient au pouvoir, appliquer la loi « Sécurité et liberté » qui criminalise les luttes syndicales, ils licencieraient dans la fonction publique et ailleurs, expulseraient les travailleurs immigrés. Ils augmenteraient les charges sociales pesant sur les salariés afin de faire encore plus de cadeaux aux grands patrons. Et même s'ils sont battus, ils feront tout pour s'opposer aux tentatives de changements favorables aux travailleurs. Ce sont les hommes du passé, ils tentent de relever la tête après leur défaite du 10 mai. Il faut les battre, il faut amplifier la défaite de la droite, c'est la première des conditions pour que des changements réels puissent être arrachés par la lutte des travailleurs.

Léon CLADEL

ABONNEMENT

1 mois (4n°) : 18F Soutien : 30F

3 mois (12n°) : 54F Soutien : 100F

6 mois (24n°) : 108F Soutien : 150F

Abonnez-vous, abonnez vos amis

ABONNEZ VOUS A L'HUMANITE ROUGE

PRENEZ CONTACT AVEC LE PCML

NOM
Prénom
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à L'Humanité rouge - BP 201 - 75926 Paris Cedex 19)

GOUVERNEMENT MAUROY

Les premiers pas

Mardi 2 juin : quelques appréciations peuvent déjà être portées sur les premiers actes et déclarations du nouveau gouvernement, même si on y verra un peu plus clair encore après le Conseil des ministres de demain.

Nous avons défini quatre mesures immédiates qui, selon nous, traduiraient l'amorce d'un changement réel au profit des travailleurs.

Les quatre mesures

1— Le relèvement du SMIC à 3 400 francs : Rappelons-le, ce chiffre n'est pas sorti de nos imaginations ou d'une volonté « maximaliste » ; c'était le montant du SMIC défini, jusqu'à l'élection de Mitterrand, par les organisations syndicales CGT et CFDT. On a assisté depuis à une révision en baisse de leur part ; il y a là une démarche que nous ne partageons pas. C'est une chose que de réaliser un compromis quand les revendications que l'on défend ne peuvent aboutir ; c'en est une autre que, d'emblée, abaisser les revendications. Une telle démarche est assez inquiétante du point de vue de la logique qu'elle recouvre. Sous prétexte que l'on a affaire maintenant à un président socialiste et à un gouvernement de gauche, ne va-t-on pas prôner aux travailleurs la révision en baisse des revendications, la patience, etc...? Démarche dangereuse car il ne faudrait tout de même pas oublier que les capitalistes continuent à détenir les leviers de commande.

Il semble que le Conseil des ministres s'oriente vers une hausse de 10%, ce qui porterait le SMIC aux environs de 2 860 francs. Cela est évidemment tout-à-fait insuffisant par rapport à ce que peuvent attendre les travailleurs les plus mal payés. On parle également de l'éventualité de sa fixation à 3 000 francs au 1^{er} juillet. Cela représenterait un pas en avant déjà plus significatif. Néanmoins, la lutte pour l'augmentation du pouvoir d'achat restera à l'ordre du jour.

2— Pas d'indemnité de chômage en-dessous du SMIC : il semble qu'il n'y ait aucune mesure d'envisagée afin d'augmenter sensiblement les revenus des chômeurs. Ils ont pourtant fait l'objet du thème numéro un de l'élection présidentielle. N'ont-ils été qu'un objet de propagande? S'il en était ainsi, là encore l'enjeu de la lutte demeurerait entier.

3— Libération des prisonniers politiques : le Conseil des ministres annoncera, peut-être, quelque chose à ce sujet, en particulier en ce qui concerne les emprisonnés corses. Mais il y a des motifs d'inquiétude sérieuse. Dans ce journal « bien placé pour savoir » qu'est devenu *Le Matin*, on lit en effet ceci, dans l'édition du 29 mai, sous le titre : « *Le nouveau gouvernement à la reconquête de l'outre-mer* » : « *Le ministre (Henri Emmanuelli) veut éviter de se prononcer dès maintenant sur les "dossiers difficiles" qui s'entassent sur son bureau...* » et l'on donne en exemple « *le sort des inculpés devant la Cour de sûreté de l'Etat* ». Nous allons suivre avec la plus extrême attention le sort qui sera réservé aux emprisonnés anticolonialistes guadeloupéens, guyanais, tahitiens et nous serons aux côtés de tous ceux qui continueront à exiger leur libération. Le dossier n'est « difficile » que pour quiconque se refuse à reconnaître le bien-fondé du combat anticolonialiste, le caractère illégitime de la domination française. Il n'est « difficile » que si l'on veut perpétuer la mainmise colonialiste. Or, voici ce qu'écrit *Le Matin* : « *Henri Emmanuelli doute que les départements et territoires d'outre-mer présentent plus de spécificité que l'une ou l'autre des provinces de l'Hexagone; et il a en permanence le souci de ramener l'ensemble des difficultés rencontrées outre-mer à leur dimension nationale, à l'échelle de toute la France.* » Ces conceptions du secrétaire d'Etat aux DOM-

TOM sont dans la droite ligne des déclarations de Pierre Mauroy qui, lors de la campagne électorale, récusait le droit à l'indépendance des colonies et se défendait même de préconiser ne serait-ce que leur autonomie. Le maintien en détention des anticolonialistes pourrait bien être un gage de bonne volonté donné aux colonialistes. En tous les cas, les conceptions colonialistes du nouveau gouvernement contredisent la volonté affirmée de reconnaître le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Non, la Guadeloupe ce n'est pas la France!

Vigilance donc pour que les emprisonnés politiques soient remis en liberté; Corses, Bretons, Basques, mais aussi ceux des colonies françaises.

4— Arrêt des expulsions : en ce domaine, le nouveau gouvernement a pris une décision positive, surtout quand on la met en rapport avec ce qu'étaient les projets giscardiens. Les jeunes immigrés, nés en France ou y étant arrivés très jeunes, ne pourront plus être expulsés. Par ailleurs, les expulsions de travailleurs immigrés sont suspendues, à titre provisoire, « *sauf exception justifiée par une nécessité impérieuse d'ordre public* ».

Après cette première mesure immédiate (limitative mais positive) de suspension des expulsions de travailleurs immigrés, notre combat continue pour l'égalité des droits entre Français et immigrés, aux côtés de tous ceux qui sont animés du souci de l'unité de la classe ouvrière. Nous nous prononçons pour l'arrêt définitif du recours aux expulsions et non pour leur seule suspension. Gaston Defferre déclare : « *La procédure d'expulsion sera entièrement revue afin d'assurer un réel respect des droits de la défense.* ». Le gouvernement prévoit donc, à l'avenir, de réformer le système des expulsions, nous voulons pour notre part qu'il soit supprimé, car il s'agit là d'une des plus grandes atteintes à la sécurité des travailleurs immigrés.

Après la suspension des expulsions, il faut maintenant que soit entreprise l'abrogation de toutes les lois et circulaires anti-immigrés qui ont été élaborées ces dernières années.

Paroles d'un ministre

Le nouveau ministre de la Justice, Maurice Faure, un vieil habitué des ministères de la IV^e République, a fait des déclarations qui montrent que la vigilance et la lutte seront nécessaires pour que les simples promesses soient tenues. Le 30 avril dernier, François Mitterrand avait déclaré, au sujet de la Cour de sûreté de l'Etat : « *En ce qui concerne la Cour de sûreté de l'Etat, je me suis prononcé dès sa création et à maintes reprises pour la suppression de cette juridiction d'exception et pour l'attribution de ses compétences aux tribunaux de droit commun. Si le suffrage universel me confie la responsabilité de la plus haute charge de l'Etat, je demanderai que soit soumis au Parlement un projet de loi en ce sens.* ». Or, voici qu'à plusieurs reprises, le ministre de la Justice a récusé cette idée de suppression. Dans *Le Matin* du 27 mai, il déclarait : « *Je ne sais pas si la Cour de sûreté sera purement et simplement supprimée. Car, outre que les jurés populaires ne paraissent pas aimer beaucoup le genre d'affaires qui y sont évoquées et qu'il est difficile de faire juger les membres du FLNC par une cour d'Assises corse, la nature de la Cour de sûreté de l'Etat la place à cheval sur les juridictions spécialisées et les juridictions d'exception. Pourquoi ne pas conserver le côté spécialisé et ôter le caractère d'exception en créant un tribunal ne comprenant que des juges professionnels et fonctionnant avec la procédure de*

droit commun? ». Comme on le voit, Maurice Faure veut garder la Cour de sûreté de l'Etat sous une forme un peu aménagée et envisage de continuer à y faire juger les mêmes. On comprend la colère de nombreuses associations corses face à de tels propos, y compris de la Fédération de la Corse-sud du PS.

Au sujet de la loi Peyrefitte, le même Maurice Faure déclare : « *Dans la loi "Sécurité et liberté", il y a des dispositions valables et d'autres exécrables. Il n'y aura donc pas d'abrogation pure et simple.* ». Là encore, ces propos du ministre contredisent les promesses faites par Mitterrand qui, le 8 mai, écrivait au Syndicat de la Magistrature : « *Je me suis engagé, si je suis élu, à proposer au Parlement l'abrogation de la loi du 2 février 1981.* ». Dans le même temps, Maurice Faure envoyait un haut magistrat, connu pour ses opinions proches de Peyrefitte, le représenter devant un congrès de jeunes avocats.

De tels propos du ministre de la Justice, contredisant de manière flagrante les engagements pris, devraient être sanctionnés, au moins par un désaveu public. A moins que les promesses de Mitterrand n'aient duré que le temps d'une campagne électorale.

En tous les cas, aux côtés de tous ceux qui, ces dernières années, ont lutté contre la Cour de sûreté de l'Etat et plus récemment contre la loi Peyrefitte, nous continuerons à agir pour que l'une soit dissoute et l'autre abrogée.

Des mots aux actes

Dans un autre domaine encore, les faits sont venus contredire certaines déclarations. Il y a peu, Lionel Jospin avait fait des déclarations très positives au sujet de l'Afrique du Sud, propos dont nous ne mettons nullement en cause la sincérité. Or, quelques jours plus tard, Claude Cheysson et Jacques Delors faisaient des déclarations selon lesquelles tous les contrats ayant été passés seraient achevés, tous les travaux engagés seraient terminés. Dans une interview au *Monde* du 28 mai, Claude Cheysson déclarait : « *La France doit honorer sa signature partout, ses engagements partout... Nous sommes engagés par un certain nombre de contrats. Nous exécuterons ces contrats.* ». Pour sa part, Jacques Delors aurait affirmé au journal américain *Washington Post* que les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud seraient honorées, selon une information parue dans *Le Monde* du 27 mai.

Il y a là toute la différence qui peut séparer les intentions de leur mise en œuvre, dès lors que l'on se refuse à mettre en cause les intérêts impérialistes établis. Pour ne prendre que l'exemple de l'Afrique du Sud, la France y a acquis d'énormes intérêts, en violation d'ailleurs des résolutions de l'ONU. Un réel soutien aux peuples africains, dans leur lutte contre le pouvoir raciste d'Afrique du Sud, demanderait la mise en œuvre du boycott économique qu'ils réclament, c'est-à-dire d'oser remettre en cause et affronter les intérêts impérialistes établis. Or, cela, Mitterrand et le nouveau gouvernement s'y refusent.

Avant l'élection présidentielle, nous avions dit que nous ne donnerions pas de carte blanche à Mitterrand; après la défaite de Giscard, nous avons dit que nous jugerions le gouvernement Mitterrand à ses actes, soutenant les mesures positives, luttant pour faire avancer celles qui sont absentes, combattant celles qui seraient négatives. Les premiers pas du nouveau gouvernement montrent que la vigilance est nécessaire et que les raisons de lutter demeurent pour que des changements positifs aient lieu.

Pierre BURNAND

Les chefs étaient certes moins arrogants le 11 mai dans les ateliers, et les travailleurs pouvaient donner libre cours à leur joie d'avoir mis Giscard à la porte. Mais le patron, la «direction» étaient toujours là, toujours maîtres à bord.

DES CONDITIONS PLUS FAVORABLES

Plus généralement, le représentant direct des quelques monopoles qui dominent l'économie du pays était mis dehors, mais ces monopoles sont toujours là; leurs plans aussi. Ils règnent toujours sur le travail de millions d'hommes et de femmes. Simple-ment leur offensive antipopulaire, celle que menait Giscard pour leur compte, est stoppée, momentanément au moins, ne serait-ce qu'en ce qui concerne les dispositions législatives envisagées et planifiées à l'encontre des travailleurs dans le prolongement de celles déjà prises. Les conditions sont donc plus favorables pour revenir sur ces «acquis» patronaux, empêcher la mise en œuvre des plans prévus, etc...

Il s'agit bien de conditions plus favorables. Mais nous le savons depuis Marx et Lénine, le gouvernement, à la tête de l'Etat, ne saurait être un arbitre, au-dessus des classes. Cet avantage ne saurait être que temporaire: temporairement, la classe capitaliste se trouve en position moins solide, plus mouvante. Il faut que la classe ouvrière en profite pour refaire le terrain perdu, consolider ses forces, accroître ses moyens, faire avancer ses revendications.

LES MOYENS DE CHANGEMENT

Doit-elle pour cela s'en remettre à un gouvernement de gauche, comporterait-il des «ministres socialistes et communistes»? De quels moyens doit-elle user? Quels sont, outre les conditions favorables dont nous venons de parler, ses points forts et ses points faibles, face à son ennemi, la classe capitaliste?

De fait, les transformations, les changements qu'elle pourra obtenir en sa faveur seront à la mesure des forces qu'elle pourra mettre en action contre son ennemi, à la mesure du rapport de force entre elle et la classe capitaliste. L'histoire de notre pays en témoigne assez.

LES GRANDS EXEMPLES

Ainsi, en 1936, après la victoire électorale du Front populaire, ce fut le formidable mouvement gréviste qui imposa des conquêtes sociales sur lesquelles, malgré tout son acharnement, la classe capitaliste n'a pas pu totalement revenir. La puissance de ce mouvement trouvait alors à la fois son fondement et son reflet dans la puissance de son organisation syndicale de plus de 6 millions de membres: la CGT rassemblait par ailleurs en son sein différents courants politiques du mouvement ouvrier et dans laquelle la collaboration de classe («les jaunes») n'avait pas bonne presse.

En 1945, après la Libération, les mesures favorables à la classe ouvrière traduisaient la force de celle-ci et de ses organisations qui avaient pour l'essentiel assumé la lutte de résistance à l'occupant nazi, tandis que la plus grande part de la classe capitaliste collaborait avec lui. La présence de ministres communistes au gouvernement fut alors surtout la trêve impérieusement nécessaire à la bourgeoisie pour reconstituer ses forces autour de ses quelques chefs qui n'avaient pas joué la carte Hitler. Deux ans après, une fois les armes du peuple déposées,

LES MOYENS DU CHANGEMENT

Le changement qui s'est opéré en France le 10 mai et que vont confirmer, sans doute, les élections législatives des 14 et 21 juin, est un changement politique important. Ce n'est toutefois pas un «changement de société»: le président actuel lorsqu'il était candidat et tous ceux qui l'entourent aujourd'hui pour tenir les rênes de l'Etat, se sont d'ailleurs défendus de vouloir procéder à un tel changement.

C'est donc toujours dans ce pays, le système capitaliste; la contradiction principale de cette société est bien toujours entre la classe capitaliste exploiteuse et la classe ouvrière, et c'est bien toujours la classe capitaliste qui domine.

une fois reconstitué pour l'essentiel l'appareil d'Etat militaire et policier, la classe capitaliste lançait son opération FO contre le mouvement syndical de classe; elle se débarassait des ministres

trouvés communistes.

En 1968, c'est au plus puissant mouvement de grève qu'aït connu notre pays qu'on doit des conquêtes comme la section syndicale d'entreprise (que tentaient de re-

Le rêve du CNPF

Les deux classes antagoniques, classe capitaliste et classe ouvrière, n'ont cessé de s'affronter depuis que le système capitaliste s'est établi dans notre pays, à ses stades successifs, à son stade impérialiste actuel. Assauts de la classe ouvrière pour conquérir de nouveaux droits, offensives de la classe capitaliste revenant sur ces droits, tentant d'écraser et de disperser les forces ouvrières accumulées et organisées: l'histoire est faite de ces flux (dont l'un —la Commune— mit en péril et renversa pour un temps le pouvoir du capital), de ces reflux parfois sanglants. Il en sera ainsi jusqu'à ce que, dans des conditions particulières (dont 1945, après la Commune, fut le plus proche) la classe ouvrière renverse: le capitalisme.

Pour s'opposer à cela et perpétuer sa domination, la classe capitaliste a toujours cherché à détruire l'organisation de classe de la classe ouvrière. Par la force, en la privant de tout droit, moyen de se défendre et d'agir.

C'est ce que fit Hitler en Allemagne et qui coûta la vie à des milliers de communistes: la classe ouvrière allemande ne s'en est toujours pas relevée. Aux Etats-Unis (en témoigne l'affaire Sacco et Vanzetti), en Espagne (sous Franco), dans bien d'autres pays, en France aussi, la bourgeoisie l'a maintes fois tenté (sans y parvenir pour ce qui concerne la France).

Le but, le rêve de la classe capitaliste, c'est d'arriver à supprimer ce rapport de lutte, c'est d'amener la classe ouvrière à accepter sa propre exploitation, à coopérer avec ses exploités. C'est ce que nos capitalistes envient tant à leurs homologues japonais qui, croient-ils, ont réussi cela. C'est cela que visent, sur les plans idéologiques, philosophiques, tous les efforts déployés dans notre pays pour présenter le marxisme-léninisme (la théorie de la lutte des classes) comme une vieilleries périmée et pour justifier les rapports de domination par une biologie de pacotille.

Sur le plan social, les manœuvres du CNPF allaient dans le même sens:

—efforts pour attirer les syndicats sur le terrain de la «concertation responsable» (efforts non sans succès vis-à-vis de la CFDT, prête à renoncer à la loi de 1936 sur les 40 heures lors de la négociation sur le temps de travail).

—répression essentiellement contre la CGT.

—bataille sur le terrain même de l'entreprise (avec la fameuse politique sociale) pour saper les bases du syndicalisme de classe et le réduire à un syndicalisme de représentation, de discussion dans les commissions et organismes ad-hoc...

Même but, au plan politique, avec toute la législation (loi Peyrefitte en tête, lois antigrevé, procès...) visant à faire de l'action de classe un délit.

De ce point de vue, il est essentiel que les travailleurs obtiennent l'annulation de ces dispositions et au contraire l'extension de leurs possibilités et moyens d'action de classe (voir à ce sujet notre précédente édition où nous avons plus largement traité cette question.).

G.C.

mettre en cause ces derniers temps Giscard-Barre et le CNPF). Et si ce mouvement n'a pas donné plus, n'est-ce pas parce que les représentants d'alors de la classe ouvrière, principalement les dirigeants du PCF, ne surent traduire sa diversité, ses aspirations nouvelles dans une volonté cohérente et par des exigences correspondantes face à la classe bourgeoise, n'offrant finalement d'autre issue que la consultation électorale d'où allait sortir une Assemblée réactionnaire?

LES ÉLÉMENTS DU RAPPORT DE FORCE

En même temps qu'ils montrent qu'il ne faut pas s'en remettre à un quelconque gouvernement, ces exemples même rapidement évoqués, mettent en valeur et confirment quelques éléments qui mesurent la force de la classe ouvrière, qui déterminent le rapport de force entre elle et la classe bourgeoise.

Le degré d'organisation de la classe ouvrière, son degré d'unité, et le niveau de son action.

Ces éléments sont liés entre eux bien sûr, et ils ne sont pas les seuls. Mais ils sont essentiels.

De ce point de vue, où en sommes-nous aujourd'hui?

Les choses n'ont pas radicalement changé en quelques jours mais des tendances se dessinent nettement, que laissent d'ailleurs entrevoir le passé récent.

RENFORCER LES CAPACITÉS D'ORGANISATION AUTONOME DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Pour ce qui concerne le degré d'organisation de la classe ouvrière, Giscard-Barre-Ceyrac, en avait fait l'une de leurs cibles principales (voir encadré). Quant à son autonomie, parmi les partis qui ont de l'influence dans la classe ouvrière, l'un —le PS— est au gouvernement, un autre (le plus influent) —le PC— souhaite ardemment y être. Au plan syndical, FO, syndicat champion de la concertation et de la collaboration de classe, ne change en rien ses dispositions et compte simplement trouver un meilleur terrain et de meilleures conditions à ses activités. Un autre, la CFDT, choisit (tout au moins au niveau de sa direction) de façon tout-à-fait claire la coopération avec le gouvernement auquel elle ne veut pas créer de difficultés, préparant déjà les travailleurs aux sacrifices nécessaires, aux «mesures impopulaires» qu'il faudra accepter, pour que l'expérience de la gauche au pouvoir «réussisse».

La CGT, parmi les conditions du changement, considère toujours la présence au gouvernement de «ministres communistes» comme essentielle et particulièrement dans ce cas, elle serait plus coopérative avec un gouvernement d'«Union de la gauche». Toutefois, il y a à la CGT une tradition de lutte contre la collaboration de classe; dans la dernière période, elle a vigoureusement combattu le consensus et le fait que la CGT fut ces derniers temps la cible principale de la répression patronale montre assez quel obstacle elle constituait pour le patronat.

Ce bref tableau montre qu'aujourd'hui, avec un gouvernement de gauche, l'autonomie de la classe ouvrière court de sérieux dangers. De ce point de vue, il est préférable, selon nous, que le PCF garde les mains libres à l'égard d'un tel gouvernement.

En tout état de cause, le moyen d'y faire face c'est, sur le plan politique, de combattre le consensus dans sa version de gauche, et sur le plan syndical, cela signifie renforcer le point d'appui

principal de cette lutte contre le consensus, à savoir la CGT

L'UNITÉ : LE PROBLÈME RESTE ENTIER

Pour ce qui concerne l'unité, les divisions objectives dans la classe ouvrière restent entières. Liées pour l'essentiel à la concurrence sur le marché du travail particulièrement aiguë du fait de l'ampleur du chômage, elles ont été renforcées par toutes les mesures prises du temps de Giscard-Barre, qu'il s'agisse des immigrés —inégalités dans les droits ajoutées à celles dans l'emploi, les salaires, entraves au regroupement familial, etc...—, les femmes —légalisation de leur travail au rabais par le biais du temps partiel—, des jeunes condamnés au sous-emploi par les stages Barre, l'intérim, l'auxiliaire, ou des travailleurs exclus des accords de branches par la sous-traitance...

De ce point de vue, la lutte pour l'égalité des droits entre les diverses catégories de travailleurs, contre toutes les formes du travail précaire, pour «à travail égal, salaire égal», contre les licenciements et pour la création d'emplois, reste tout-à-fait nécessaire.

Quant au problème de l'unité d'action syndicale, il reste entier, aiguë même par la question des bases de cette unité: quelles revendications? Leur révision en baisse? Les étapes pour les atteindre? La concertation, l'action de classe? Etc...; avec même le risque qu'il trouve sa solution par l'unité... dans l'inaction et seulement pour la concertation.

L'ACTION : PLUS QUE JAMAIS NÉCESSAIRE

Les actions de résistance menées face à l'offensive du patronat et du gouvernement Giscard-Barre n'avaient permis que de limiter les dégâts. Il n'y a pas à engranger le bénéfice d'un rapport de force favorable à la classe ouvrière construit dans la période précédente (comme ce pouvait être le cas en 1945). L'action est et restera particulièrement nécessaire. Il faut se préparer à la porter à un niveau supérieur à ce qu'elle fut les années passées. Faute de quoi, les espoirs nés de la défaite de Giscard risquent fort de rester —pour l'essentiel— lettre morte.

Cette conscience de la nécessité de l'action de classe, à travers les exemples passés, comme à travers l'expérience en cours, pour des revendications, des changements, des réformes donnant plus de moyens à la classe ouvrière, est un enjeu de la bataille politique dans le mouvement ouvrier.

Refaire le terrain perdu: abattre les barrières dressées contre l'action de classe (lois antigrevé, loi Peyrefitte, loi anticasseur, restrictions du droit syndical...) contre l'unité de classe (loi Bonnet, circulaires Stoléro, etc...).

Combattre l'idée du consensus de gauche, pour préparer les actions et les luttes qui sont nécessaires et le seront très rapidement.

Renforcer rapidement les possibilités d'organisation sur des bases de classe, ce qui signifie aujourd'hui renforcer la CGT.

Tels sont, dans les conditions temporairement favorables actuelles, les objectifs qui constitueraient en même temps un réel début de changement et les conditions de changements ultérieurs, en faveur de la classe ouvrière et de tous les travailleurs.

Gilles CARPENTIER

LE SOCIALISME NOTRE COMBAT

Le socialisme, c'est d'abord une nécessité. Plus le temps passe, et moins la société capitaliste est capable de pouvoir faire face aux défis de l'avenir. La logique qui conduit cette société, la recherche du profit, conduit à l'aggravation des problèmes, débouche sur des catastrophes.

Prenons un premier exemple : celui de l'emploi. Le chômage est un phénomène inhérent au capitalisme, mais dans la période qui est engagée, il va prendre une ampleur nouvelle. Pourquoi ? Nous sommes engagés dans une phase de très profondes mutations technologiques, qui vont aller en s'accroissant avec le développement de l'automatisation, de l'informatique, de la télématique, de la bureautique, de la robotique. L'introduction de plus en plus massive de ces nouvelles techniques est due, bien sûr, aux progrès scientifiques et techniques, mais surtout au développement de la concurrence que se mènent les grands pays capitalistes entre eux. Le recours à ces nouvelles technologies, leur développement rapide, est un impératif absolu pour les capitalistes afin d'augmenter la productivité, abaisser les coûts de production face aux concurrents, réaliser plus de profits. La loi est en quelque sorte : marche ou crève. Simon Nora, inspecteur général des Finances, proche du PS, écrivait à ce sujet dans un rapport remis à Giscard d'Estaing : « La France est engagée dans une course à la productivité dont le rythme lui échappe. La recherche de la productivité, qui en est le ressort, s'impose à toute option de politique intérieure. » Une conséquence essentielle de l'introduction de ces nouvelles technologies, est la suppression massive d'emplois. Ce qui a pu faire dire que « le vrai chômage commence ». Suppressions massives d'emplois dans l'industrie (l'automobile, par exemple, est particulièrement concernée), mais aussi dans le secteur tertiaire qui, au cours des dernières années, avait vu ses effectifs connaître un important développement ; il va lui aussi, s'engager dans la voie de la régression des effectifs avec l'introduction de la télématique et de la bureautique. Les secteurs des banques, des assurances, de la sécurité sociale, de la poste, des emplois de bureau, vont être particulièrement touchés dans les années à venir. Toute politique qui se situe dans le cadre de la logique capitaliste et de ses contraintes, ne pourra échapper à cet énorme problème de l'emploi, posé avec cette ampleur nouvelle.

Quelle est la seule alternative, permettant d'envisager réellement de pouvoir faire face au problème ? Il faut se dégager de la logique du profit, des contraintes qu'impose la concurrence capitaliste, qui conduisent à la généralisation aveugle des nouvelles technologies. L'autre logique est celle de la satisfaction des besoins du peuple et de la société. Seule cette logique-là permet de recourir à la planification, de recourir à une utilisation maîtrisée des nouvelles technologies. En particulier, elles peuvent être pleinement utilisées pour réduire la peine des hommes, pour limiter les travaux pénibles. Une telle logique ne peut être réellement mise en œuvre que dans le cadre du socialisme. Elle suppose en effet, la propriété collective des moyens de production et le pouvoir des travailleurs.

Prenons un second exemple : celui de la faim dans le monde. Il s'agit là de l'aspect le plus révoltant et tragique du sous-développement. Loin de reculer, la faim dans le monde se développe et les

perspectives sont à l'aggravation. Un homme aussi avisé de ces questions que René Dumont, prévoit que 500 millions d'enfants asiatiques de 0 à 15 ans, mourront de malnutrition d'ici à l'an 2025. Tout homme digne de ce nom, ne peut rester indifférent face à de telles perspectives et sans vouloir y faire face réellement. Bien sûr, les peuples et pays du Tiers monde ont leur responsabilité pour faire face à cette situation, pour assurer leur développement. De ce point de vue, la Chine socialiste montre la voie. Mais nous avons, nous aussi, dans un pays comme la France, des responsabilités et elles sont gigantesques. L'économie capitaliste française a une double base : l'exploitation des travailleurs en France, et l'exploitation de peuples et pays du Tiers monde. Notre type de croissance repose d'un côté sur l'achat de matières premières, minières et agricoles, au prix le plus bas. Il s'agit d'une logique de pillage, qui s'exerce au détriment de l'avenir des peuples des pays qui en sont victimes, qui gaspille des richesses non renouvelables. D'un autre côté, notre type de croissance impose aux pays du Tiers monde des produits industriels vendus au prix le plus fort, sans se soucier le moins du monde des besoins de leurs peuples. La conséquence de tout cela est l'appauvrissement des pays concernés : leurs économies sont conçues non pas pour répondre aux besoins de leurs peuples, mais pour satisfaire notre croissance. La famine est un des produits de ces rapports. Là encore, la logique du profit est à l'œuvre. Pour faire face à l'avenir de l'humanité il faut remettre en cause une croissance fondée sur le pillage du Tiers monde qui nous conduit vers un avenir tragique. On peut contribuer à faire face au sous-développement des pays du Tiers monde, en soutenant leurs luttes pour l'indépendance, c'est-à-dire leur capacité à orienter leur économie selon les besoins de leurs peuples ; en payant les matières premières à un prix plus élevé ; en mettant en œuvre un autre type de croissance, qui rejette le gaspillage (possible grâce au pillage), qui s'appuie sur la mise en valeur de nos propres ressources nationales, qui fasse contribuer notre économie à la satisfaction des besoins des pays du Tiers monde.

La poursuite de la logique actuelle, inadmissible pour les peuples du Tiers monde, conduira à des catastrophes en France même. Comment les conditions de vie du peuple français, pourraient-elles être bonnes, dans un monde où la misère absolue irait grandissante ? Une des conséquences en France en sera le chômage, car les pays du Tiers monde auront de moins en moins de possibilités d'achat. Il faut donc que la France contribue au développement du Tiers monde, qu'elle cesse de le piller. Il faudra le socialisme pour cela, car cela signifie rompre avec la logique du profit, remettre radicalement en cause le pillage et la domination dans le Tiers monde.

LE SOCIALISME POUR LA FRANCE

Le socialisme en France, ce doit être la propriété collective des moyens de production. C'est pourquoi notre programme écrit : « La France socialiste réalise immédiatement la nationalisation sans indemnité des principaux moyens de production, d'échange et d'information : banques, grandes compagnies d'assurances, entreprises industrielles et de transport françaises ou étrangères,

L'instauration, en France, d'une société socialiste, tel est le but de notre combat, l'objectif vers lequel convergent nos propositions et actions, qui sous-tend notre conception des changements à réaliser dès maintenant.

Le socialisme, c'est-à-dire le pouvoir effectif des travailleurs, exercé sur la base de la propriété collective de l'essentiel des moyens de production. Le socialisme, c'est-à-dire une société authentiquement démocratique. Socialisme et démocratie se conjuguent ensemble, car pas de socialisme sans pouvoir des travailleurs, pas de pouvoir des travailleurs sans démocratie pour les travailleurs.

Il s'agit donc de réaliser une nouvelle révolution française. Aujourd'hui, en effet, ce sont les capitalistes, c'est-à-dire une petite minorité, qui détiennent la réalité effective, concrète, du pouvoir. C'est d'eux, de leurs décisions, de leurs intérêts, que dépend la vie de la majorité de la population. Pour continuer à demeurer les maîtres, pour interdire aux travailleurs de prendre en mains les affaires du pays, ils sont prêts à recourir à tous les moyens, y compris les plus violents. Pour défendre leur domination, ils ont mis sur pied un appareil d'Etat, l'instrument de leur pouvoir. Et cet Etat se dressera face aux travailleurs sur la voie du socialisme.

monopoles et filiales, trusts agro-alimentaires, grosses exploitations agricoles capitalistes et trusts du commerce et de la distribution. Le

commerce extérieur est placé sous le contrôle de l'Etat ; un système de banques nationales est mis en place ».



Dans le même temps, le socialisme ce doit être le pouvoir de la classe ouvrière. A ce sujet, notre programme écrit : « Une nouvelle constitution est mise en place, qui organise le pouvoir de la classe ouvrière et des autres classes du peuple, par un système d'assemblées populaires élues, à tous les échelons, sur la base des lieux de travail et d'habitation. De l'Assemblée populaire nationale émanent les différents pouvoirs : ceux de faire les lois, de prendre des décisions, de les exécuter et faire exécuter, et d'assurer le contrôle de leur application. Elle intervient dans tous les domaines de la vie du pays : objectifs économiques et planification, relations internationales, politique de santé, d'éducation, politique culturelle... Aux autres échelons (régional, local), les assemblées populaires prennent et exécutent des décisions de leur ressort propre, sur la base des orientations définies nationalement. Le principe électif est de règle ; les dirigeants de l'Etat aux différents échelons sont élus et révocables à tout moment ; ils sont rétribués sur la base des salaires des travailleurs. Tous les travailleurs sont électeurs et susceptibles d'être élus ; les travailleurs immigrés jouissent également de ces droits. Sur la base d'expériences et de leçons tirées d'elles, les modalités concrètes d'élections des cadres économiques -directeurs d'entreprises par exemple-, sont décidées ». Sur ces bases est mis en œuvre une édification économique fondée sur la satisfaction des besoins. « L'économie de la France socialiste est planifiée au niveau national comme régional et local, dans le cadre des décisions économiques d'ensemble, prises en tenant compte de tous ces niveaux... L'ensemble des travailleurs est partie prenante de l'édification économique, tant par leur participation à la définition des orientations économiques nationales, que par leur prise en mains directe de la gestion des entreprises, de l'organisation du travail, du contrôle des responsables économiques, du système de rémunération ».

Dans le même temps, de nouveaux rapports sont établis avec le Tiers monde, afin de rompre avec la domination impérialiste. « La France socialiste propose aux pays du Tiers monde, de nationaliser sans indemnités, les avoirs français. Elle répare l'exploitation impérialiste antérieure (anciens DOM-TOM, pays de la zone franc), sur la base de négociations, en tenant compte des besoins nationaux qu'expriment ces pays ; (...) Dans ses relations avec les pays du Tiers monde, rejetant toute antarcie, elle développe la coopération économique sur un pied d'égalité et sur la base d'avantages réciproques, dans tous les cas, quel que soit le régime intérieur de ces pays, et dans tous les domaines. La négociation de ces échanges porte aussi bien sur les prix que sur les quantités, afin de rompre réellement avec le pillage du Tiers monde. La France socialiste soutient l'activité des groupes des pays producteurs pour de justes conditions de vente de leurs richesses nationales. Dans les conférences internationales, elle s'associe aux positions que prennent les pays du Tiers monde contre l'échange inégal et pour un nouvel ordre économique international ».

Voici donc quelques orientations essentielles que définit le programme du PCML en faveur du socialisme en France, qui tracent le sens de notre combat révolutionnaire.

Le Parti communiste français est sexagénaire. La bilan historique de son activité comporte des éléments positifs et des éléments négatifs. Par rapport aux objectifs pour lesquels il est né, le négatif l'emporte globalement : les générations de militants qui se sont succédées dans ses rangs ont en effet contribué à imposer des réformes quelquefois importantes, mais jamais de véritables changements institutionnels et révolutionnaires.

Pourtant, depuis la première guerre mondiale, la société française est dominée par l'ultime forme du système capitaliste : le capitalisme monopoliste d'Etat, que minent ses contradictions internes, et des crises de plus en plus profondes, favorisant et accumulant le développement des conditions objectives de la révolution socialiste.

Fort de plusieurs centaines de milliers d'adhérents, le Parti communiste français est devenu un grand parti qui concourt activement et légalement à la vie politique du pays, qui dirige ouvertement la plus grande centrale syndicale, qui administre des milliers de communes, qui joue un rôle important dans la gestion de nombreux départements, qui compte des dizaines de parlementaires dans les différentes assemblées de la République bourgeoise, qui a soutenu temporairement et soutiendra encore certains gouvernements présidés par des hommes de droite (de Gaulle) ou de gauche (Léon Blum, Daladier, Ramadier, Guy Mollet, Mendès-France, etc...), qui a même collaboré concrètement par ministres interposés à la reconstruction de la France capitaliste de 1944 à 1947.

Que l'aspect principal de ces activités ait été positif ou négatif, selon leurs circonstances respectives, par rapport aux intérêts de classe des travailleurs, un constat s'impose en définitive : la nature de classe de la société française et de son Etat n'a jamais été vraiment mise en danger par le Parti communiste français.

Fondé à l'occasion du grand bouleversement mondial provoqué par la première révolution prolétarienne victorieuse en Russie, ce parti, malgré son échec patent et persistant, peut s'honorer de très grandes pages de gloire du mouvement ouvrier, notamment avant 1939 et pendant la seconde guerre mondiale et, plus rarement, après cette dernière.

Un grand nombre de ses dirigeants et militants ont courageusement donné leurs vies, dans des circonstances variées. De tous les grands partis politiques français, il a été et reste certainement celui qui compte dans ses rangs le plus grand nombre d'ouvriers et de gens de modeste condition. Celui qui a bénéficié de la part des travailleurs des plus grandes espérances et des plus grands sacrifices. Cette caractéristique sociale lui vaut l'hostilité de la grande bourgeoisie et du patronat, qui le tiennent toutefois pour un adversaire loyal dans le cadre de la légalité capitaliste et qui lui rendent parfois des hommages publics comme par exemple ceux du général de Gaulle à l'endroit de Maurice Thorez.

Légitimement attaché au soutien de la jeune Union soviétique, encerclée par les impérialismes du monde entier, le Parti communiste français a ignoré et continue d'ignorer les profonds changements qui ont fait depuis lors de cet Etat socialiste une superpuissance dont il approuve et soutient les agressions et les méfaits hégémonistes et expansionnistes.



Le Parti communiste français et nous

D'OU VIEN NOTRE PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE ?

Notre parti, le Parti communiste marxiste-léniniste, s'est trouvé engendré par les contradictions antagoniques apparues au sein du mouvement communiste international, quand des partis, des dirigeants et des militants fidèles aux principes révolutionnaires du socialisme scientifique se sont opposés à des partis, à des dirigeants et à des militants pratiquant ou acceptant le reniement de ces mêmes principes.

Les I^e, III^e et IV^e Congrès de notre parti ont mis l'accent sur les raisons de nos divergences fondamentales avec le Parti communiste français. S'il ne s'agissait que de désaccords sur la tactique, nous pourrions les surmonter à coup sûr. Mais, outre des désaccords de cette nature, ce qui nous sépare du Parti communiste français concerne des questions de stratégie : premièrement sur la voie du passage au socialisme, deuxièmement sur la nature de classe et la forme du socialisme, troisièmement sur l'internationalisme prolétarien.

1— Sur la voie de passage au socialisme :

La ligne idéologique et politique du PCF sur cette question a été théorisée peu après la fin de la seconde guerre mondiale par Maurice Thorez. Le 18 novembre 1946, le journal britannique *Times* publia une interview du secrétaire général du PCF qui constitua aussitôt et continue à constituer aujourd'hui le fondement théorique de toute sa ligne. Explicitement présenté comme destiné à rassurer les partenaires socialistes et réactionnaires du Parti communiste français dans le gouvernement de la France, la déclaration de Thorez indiquait :

« Les progrès de la démocratie à travers le monde, en dépit de

rare exceptions qui confirment la règle, permettent d'envisager, pour la marche au socialisme, d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes. De toute façon, le chemin est nécessairement différent pour chaque pays. Nous avons toujours pensé et déclaré que le peuple de France, riche d'une glorieuse tradition, trouverait lui-même sa voie vers plus de démocratie, de progrès et de justice sociale. »

En soi, cette affirmation peut paraître juste. Que la révolution socialiste tienne compte des conditions spécifiques propres à chaque pays, à chaque peuple, est conforme au matérialisme historique et dialectique. Mais, sans le dire clairement, Thorez exprimait ici le rejet du recours à la violence révolutionnaire, caractéristique principale et enseignement universel de la Révolution d'octobre 1917. Il impliquait la théorie du passage au socialisme en France par la voie pacifique, en généralisant pour la France une hypothèse que Lénine n'avait envisagée qu'à titre exceptionnel. Or, cette voie ne pouvait revêtir d'autres formes que l'électoratisme. Et c'est bien à la pratique systématique de l'électoratisme que s'est appliqué, sauf pendant deux périodes relativement courtes, le PCF, depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Les plus graves erreurs opportunistes de droite qui ont conduit le PCF d'échec en échec ont pour origine l'idéologie exclusivement électoratiste (substituée à l'idéologie de lutte de classe qui n'exclut d'ailleurs pas le recours aux élections comme tactique et non comme moyen stratégique).

Quelques exemples, nullement exhaustifs, de ces erreurs : la ligne qui a abouti jusqu'en 1947 à faire reconstruire par la classe ouvrière la France capitaliste et son Etat bourgeois, le vote de pouvoirs spéciaux à Guy Mollet

pendant la guerre d'Algérie, le soutien dès le premier tour des élections présidentielles de 1965 à la candidature de François Mitterrand, la signature d'un accord d'Union de la gauche sur la base d'un Programme commun de gouvernement sans que soit réalisée l'indispensable unité préalable à la base avec le Parti socialiste, le renversement de la ligne opportuniste de droite en ligne sectaire vis-à-vis des socialistes en 1978 jusqu'à la sanction électorale du 10 mai 1981, etc... Et demain ?

2— Sur la nature de classe et la forme du socialisme :

Le XXII^e Congrès du Parti communiste français a entériné une position stratégique qui prévalait déjà dans ses rangs : le rejet du principe de la dictature du prolétariat, forme de classe fondamentale du socialisme.

Pour parvenir à ce reniement décisif, les dirigeants du Parti communiste français, notamment Georges Marchais, ont dénaturé le contenu idéologique et institutionnel que Marx, que Lénine, avaient placé dans les deux mots « dictature » et « prolétariat ». Ils n'ont retenu que la signification bourgeoise de la dictature ignorant délibérément qu'assumée par l'immense majorité des travailleurs et non par une bande fasciste, elle ne doit s'exercer que sur la classe exploiteuse déchue et doit concrétiser un Etat des milliers de fois plus démocratique que l'Etat capitaliste. Le programme du Parti communiste marxiste-léniniste élaboré progressivement lors de ses III^e et IV^e Congrès apporte une première réponse à la question de savoir ce que pourrait être en France le socialisme garanti par la dictature du prolétariat.

3— Sur l'internationalisme prolétarien.

Mettant en œuvre une curieuse conception de ce principe léniniste, les dirigeants du PCF en ont fait une loi de soutien à peu près automatique à la politique étrangère de l'Union soviétique. Leurs positions sur les agressions et occupations militaires du Cambodge, de l'Afghanistan et sur l'ensemble des initiatives soviétiques dans le monde violent radicalement le principe de l'indépendance et de la souveraineté de chaque peuple, nation et pays. Leurs campagnes au sujet de la « détente » en Europe a dissimulé les véritables intentions de l'URSS, son dispositif militaire orienté contre les pays occidentaux et sa préparation intense d'une troisième guerre mondiale. Les positions des dirigeants du Parti communiste français vis-à-vis des mouvements nationalistes hostiles à l'impérialisme français dans des colonies, hier l'Algérie, aujourd'hui les colonies baptisées départements et territoires français d'outre-mer, relèvent de la même idéologie reniant le principe léniniste du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le Parti communiste marxiste-léniniste, par contre, a sur ces questions une ligne sans la moindre ambiguïté. Il respecte l'internationalisme prolétarien en soutenant toutes les luttes des peuples des colonies contre les impérialismes qui les dominent et les oppriment.

UNITÉ AVEC LES MILITANTS DU PCF ? OUI... A LA BASE ET DANS LA CLAIRE CONSCIENCE DE NOS DÉSACCORDS

Depuis leur constitution en formation politique indépendante,

les marxistes-léninistes ont toujours opéré une distinction délibérée entre les militants de base et cadres intermédiaires du Parti communiste français et la ligne idéologique et politique soutenue et défendue par eux (sauf pendant la courte parenthèse qui conduisit à la ligne depuis lors autocritiquée du II^e Congrès). Pourquoi ?

Simplement parce que issus eux-mêmes du PCF, les fondateurs, dirigeants et militants du Parti communiste marxiste-léniniste savent d'expérience personnelle que l'on peut être honnête et sincère dans l'erreur. De plus, agissant au sein ou au contact de la classe ouvrière et de tous les travailleurs des villes et des campagnes, les militants marxistes-léninistes se trouvent naturellement au contact de ceux du Parti communiste français. L'ennemi de classe, la bourgeoisie et le patronat capitaliste constituent la cible principale du Parti communiste marxiste-léniniste. Il va de soi qu'en de nombreuses circonstances les tactiques du PCML et du PCF sont identiques, ou proches, ou convergentes. Les membres du PCF ne sont pas des ennemis de classe, mais des hommes et des femmes convaincus d'agir pour l'instauration du socialisme en France et dans le monde. Les divergences stratégiques fondamentales qu'a avec eux notre parti ne doivent pas empêcher la pratique unitaire dès l'instant où l'enjeu d'une lutte ne met pas directement en cause notre stratégie et nos orientations fondamentales.

Ainsi est-il possible de s'unir dans des luttes de classe, syndicales ou autres, sur des objectifs revendicatifs ou politiques communs, alors que les militants des deux partis ont des points de vue opposés sur d'autres questions. Par exemple, sur l'attitude à adopter vis-à-vis des travailleurs immigrés de Vitry-sur-Seine ou de Montigny-les-Cormeilles et d'ailleurs, ou vis-à-vis de l'occupation de l'Afghanistan par les troupes soviétiques. Les contacts avec ces camarades sont d'ailleurs de nature à favoriser les discussions fraternelles avec eux, en vue de leur faire mieux connaître notre propre ligne tout en critiquant la leur sans sectarisme et sans outrances.

En conclusion, la pratique unitaire à laquelle ont appelé les III^e et IV^e congrès du Parti communiste marxiste-léniniste porte exclusivement sur la tactique susceptible d'unir le plus grand nombre de travailleurs contre l'ennemi de classe commun : la bourgeoisie et le patronat capitalistes. Mais elle ne peut constituer en aucune manière une unité de combat stratégique, et surtout pas sur la base de la stratégie du PCF qu'est son électoratisme dans la mesure où, du moins pour l'instant, les lignes stratégiques des deux partis sont divergentes et irréductibles l'une à l'autre. Si demain se produisaient de profonds changements de la ligne idéologique et politique du PCF, et en premier lieu le désengagement complet de son soutien à la politique social-impérialiste de l'URSS, les conditions actuelles se trouveraient profondément modifiées. Peut être les stratégies respectives pourraient-elles alors, mais alors seulement, se rapprocher. Mais rien ne permet de penser, à l'heure actuelle, qu'une telle éventualité soit susceptible d'intervenir dans un proche avenir.

Le 1^{er} Juin 1981
Jacques JURQUET

LA SOCIAL-DEMOCRATIE ICI ET MAINTENANT

Appelons les choses par leur nom : la social-démocratie s'est installée, le 21 mai dernier, dans un maillon décisif de l'appareil d'Etat. Sans doute, le 21 juin, cette position sera-t-elle confortée par une majorité parlementaire à l'Assemblée nationale.

C'est un fait nouveau, important, porteur de changements certains dans la gestion économique, dans la vie sociale, dans le gouvernement des hommes, ses modalités, son style. Changements conformes aux intérêts des exploités ? C'est une toute autre affaire... Eux et nous-mêmes jugerons

sur pièces. Mais pour voir chaque jour un peu plus loin que le bout du nez, nous ne manquons pas d'éléments ni de connaissances : la social-démocratie a un passé, des expériences de pouvoir à son actif - ou passif ? - ; elle a des théoriciens, des projets, des plans d'avenir... Au fil des semaines, notre journal s'efforcera de débrouiller cela et d'apporter sa contribution à la réflexion des militants ouvriers sur la nouvelle situation créée le 21 mai.

Aujourd'hui encore, ce n'est pas toujours facile de s'y retrouver : la social-démocratie, en France, n'a pas gouverné

depuis 23 ans. Et depuis lors, elle s'est refait une nouvelle jeunesse où bouillonnent beaucoup d'idées, beaucoup de courants divergents ou même contradictoires, beaucoup d'espoirs et de promesses. Une fois au pouvoir, quelles idées domineront, quels projets seront mis en œuvre, quels compromis réalisés, quels espoirs tenus ou déçus ? La confrontation des thèses « socialistes » et de la réalité sera source de vérités... Mais déjà, avançons quelques remarques et réflexions...

Camille GRANOT

Le PS, électeurs populaires, dirigeants technocrates

Pierre Mauroy, petit-fils de bûcheron ; Pierre Bèregovoy, ancien ajusteur. L'a-t-on bien entendu sur les ondes ?

Certes ! S'en tenir à ces images d'Épinal socialistes fausserait une connaissance exacte du Parti socialiste. S'en tenir à nos connaissances directes du Parti socialiste donnerait aussi une vue trop partielle : nous connaissons individuellement des collègues de travail, des militants syndicalistes membres du PS... et ses élus locaux. Pour la compléter ajoutons quelques chiffres fournis par la *Revue française de science politique* N°2 (avril 78) et par le livre d'un professeur de Nanterre, H. Portelli : « *Le socialisme français tel qu'il est* ».

La vieille SFIO rassemblait à la fin des années 50, un kaléidoscope de la France ouvrière et populaire d'alors : ouvriers 35%, employés 23%, paysans 8%, artisans 12%.

Le nouveau Parti socialiste né à Epinay a « rétréci » sa composition sociale. 15% d'ouvriers, 14% d'employés, toujours 8% de paysans, 7,5 d'artisans.

Il y a donc une sorte d'« exclusion » de fait de la classe ouvrière et des employés des rangs du Parti socialiste.

Parallèlement, il y a eu développement de la place et du rôle des couches dites « moyennes » par certains sociologues ou la néo-petite-bourgeoisie intellectuelle et urbaine par d'autres. Si l'on s'appuie sur les catégories sociologiques INSEE : 13% de cadres moyens, 14% de cadres supérieurs et professions libérales.

Les enseignants jouent un rôle important et ont une grande place au PS ; dans la vieille SFIO, l'enseignant-type, c'était l'instituteur, laïc, réformateur, actif dans le village ou le quartier. Aujourd'hui, place est acquise surtout aux professeurs et aux éducateurs (MJC, centres sociaux...). Dans le nouveau Parti socialiste, un renforcement certain de couches intellectuelles, d'adhérents de la FEN a contribué à la multiplication des débats « idéologiques » et à l'adhésion à des thèmes politiques et sociaux chers à ces couches : « *vivre mieux* », « *vivre autrement* », « *le cadre de vie* », « *l'écologie* », « *libération des femmes* », etc...

Ces traits de caractère s'accroissent dans les sphères dirigeantes du PS : délégués aux congrès, groupes parlementaires, directions.

Quelques chiffres : Au Congrès de Nantes (1977) : 5% des délégués étaient ouvriers, 25% cadres supérieurs, 36% enseignants.

Dans le « groupe parlementaire » (mars 78) : 72% membres de professions libérales et cadres supérieurs, 2% d'ouvriers.

Au Comité directeur (issu du Congrès de Nantes) : 80,7% mem-

bres de catégories cadres supérieurs et professions libérales, dont 44% de professeurs.

Précisons que pour l'essentiel, il s'agit de professeurs de facultés et qu'une partie importante de dirigeant du PS ont fait l'ENA (Ecole nationale d'administration), ou Polytechnique... Ils ont été formés à la gestion des affaires de l'Etat capitaliste et y ont participé de

près ou de loin. Quelques exemples ? Claude Cheysson : ancien chef de cabinet de Mendès-France, ancien ambassadeur, membre de la commission européenne depuis 1973. Nicole Questiaux : maître de requêtes au Conseil d'Etat, commissaire du gouvernement près les formations contensieuses. Jacques Delors : conseil de Chaban-Delmas, etc...

UNE REPRÉSENTATION INVERSE

	Ouvriers (%)	Cadres supérieurs (%)
électeurs	30 à 35%	9%
adhérents	15%	15%
cadres intermédiaires	5%	25%
dirigeants	2%	70 à 80%

Le tableau ci-dessus en dit long sur la composition sociale et sur les couches sociales effectivement dirigeantes.

Parti recueillant 1/3 de ses voix dans la classe ouvrière, il est dirigé par une large majorité de cadres supérieurs, membres de professions libérales, anciens énarques, polytechniciens et membres de l'appareil d'Etat capitaliste.

L'Unité décrivait ainsi le gouvernement Mauroy dans son numéro du 30 mai : « *Des hommes*

et des femmes venus de toutes les régions, des élus ayant fait leurs preuves, des "techniciens" et des "politiques", des jeunes et des anciens ». Insistant, comme toute la presse, sur six femmes au gouvernement... L'hebdomadaire socialiste aurait pu faire d'autres comptes : sept anciens énarques, une douzaine d'agréés de l'Université, des diplômés en droit, économie, etc..., des avocats, .. Cette image-là, il faut aussi la connaître !

QUAND LE CONSENSUS EST LÉGAL ET ORGANISÉ

Le droit de grève est réglementé en Allemagne de l'Ouest ; elle est licite uniquement sous le contrôle des syndicats. Pour la décider, les syndiqués sont consultés : il faut 75% de syndiqués pour faire grève, il en faut 25% pour reprendre le travail. La grève est interdite pendant la durée de la convention collective. En cas de « grève sauvage » — non autorisée par le syndicat — aucune indemnité ne sort des caisses syndicales et le lock-out est légitimé !

LA SOCIAL-DEMOCRATIE ET LE PREMIER MINISTRE

Helmut Schmidt à la télé allemande : « *En tant que social-démocrate, je considère la revendication pour une semaine de 35 heures comme justifiée, mais en tant que chancelier fédéral, je considère qu'il serait tout-à-fait injustifié, voire erroné et préjudiciable à l'économie allemande et à la liberté au sein de la société allemande, que le gouvernement fédéral s'immisce dans de telles discussions* »...

Pierre Mauroy se dit social-démocrate... Nous souhaitons qu'il ne cultive jamais l'art du distingué « à la Schmidt ».

Les liens internationaux des socialistes

Le 21 mai, premier jour du septennat de François Mitterrand, et jour de cérémonies, un homme fut de toutes les fêtes. C'est Willy Brandt. D'aucuns ont dit qu'il était là en raison d'une amitié très chère qui le lie à François Mitterrand... Sans doute...

Willy Brandt est aussi, et avant tout, président de l'Internationale socialiste... et le nouveau président de la République a surtout manifesté ce lien international en invitant Willy Brandt.

L'Internationale socialiste ? N'a-t-elle pas sombré dans la collaboration de classes et la trahison chauvine lors de la première guerre mondiale entre impérialistes européens ? Elle a la vie dure : reconstituée en 1951, en pleine guerre froide, elle se veut le fer de lance de la lutte « contre le spectre du communisme ». Ce caractère lui restera peu ou prou.

LA RENAISSANCE DES ANNÉES 70

Les années 70 permettent à l'Internationale socialiste de prendre souffle et extension.

La social-démocratie européenne prend conscience du « tournant décisif » des années 70, de l'essor

du Tiers Monde, de la stratégie à mettre en œuvre en Europe pour y faire face.

Ainsi parle Brandt en 1979, dans un article intitulé « *Le dialogue Nord-Sud : une nouvelle dimension pour la paix* » :

« *D'après divers indices, le conflit social qui s'est engagé à l'échelle internationale n'est pas près de s'apaiser. Par exemple, il a d'évidents points communs avec la lutte entre le capital et le travail dans notre partie du monde. Si nous laissons la situation se dégrader jusqu'au point où une grande catastrophe sera inévitable, nous en serons les premières victimes.*

« *La famine, la maladie, l'explosion démographique et le viol de l'environnement sont des défis qui ne souffrent aucun nouveau retard. Nous en sommes pleinement conscients. Néanmoins, la communication dans le dialogue Nord-Sud ne semble guère s'être améliorée.*

« *Son but sera la coopération plutôt que l'affrontement. Bien entendu, les pays hautement développés seront appelés à consentir plus de sacrifices... En fait, il est de notre propre intérêt*

d'être généreux et large d'esprit.

« *Les pays de l'Ouest, comme les autres, ne pourront progresser — à long terme — que si l'économie mondiale est plus étroitement intégrée.* »

Réduire les tensions Nord-Sud : François Mitterrand affirme ce même objectif dans son dernier livre ; Claude Cheysson, négociateur des Accords de Lomé, au temps de Giscard, et nouveau ministre des Relations extérieures, s'efforcera de travailler en ce sens.

De fait, le nouvel essor de l'Internationale socialiste va de pair avec l'affirmation autonome des pays impérialistes du second monde ; il a pris appui sur l'arrivée au pouvoir de la social-démocratie en Allemagne de l'Ouest en 1969 et s'est organisé par l'extension des partis affiliés et observateurs, de « bureaux » et de « centres » dans tous les continents : Amérique latine, Asie, Afrique.

Le 21 mai, en invitant W. Brandt, Mme Allende, L. Senghor, le nouveau président de la République a tenu à manifester son adhésion aux objectifs de la social-démocratie internationale.

DES PROMESSES AUX REALITES ...

Beaucoup de responsables du Parti socialiste français ne trouvent jamais de mots assez sévères pour qualifier la social-démocratie allemande et son expérience du pouvoir. Certains parlent de « *déviations social-démocrates* », d'autres estiment que « *la ligne authentiquement socialiste pourtant réaffirmée par les textes fondamentaux du SPD (Parti social-démocrate allemand)* » se trouve actuellement marginalisée dans le parti de Schmidt et de Brandt et n'est nullement mise en œuvre par le gouvernement fédéral.

Il est vrai que 1 million de chômeurs, l'expulsion pure et simple de 400 000 travailleurs immigrés, les interdits professionnels, l'interdiction des droits de grève aux fonctionnaires, l'extension du droit de perquisition, l'augmentation des charges fiscales sur les salariés... alors que les profits des gros trusts allemands s'arrondissent et qu'est diminué l'impôt sur le capital, ne constituent pas une belle carte de visite social-démocrate.

En octobre 1969, quand la social-démocratie vient au pouvoir en Allemagne, son chef Willy Brandt ne manque ni de conviction ni d'enthousiasme : « *Nous voulons — dit-il — oser plus de démocratie... Nous voulons une société qui offre plus de liberté et qui exige une plus large coresponsabilité. Nous sommes placés devant la nécessité de procéder à de vastes réformes... Non, nous ne sommes pas à la fin de notre démocratie, nous en sommes à ses véritables débuts...* ».

Si l'espoir avait gagné un temps le cœur de la classe ouvrière allemande, en 1977, l'enthousiasme a changé de camp... car c'est la revue *Capital*, revue du grand patronat ouest-allemand qui reconnaît en décembre 77 : « *Aucun chancelier en RFA depuis 1949 n'a eu de relations personnelles et régulières aussi étroites avec un si grand nombre de patrons d'industries et de grands banquiers comme le fait actuellement H. Schmidt, vice-président du SPD, parti des travailleurs.* ».

De 1969 à 1977, que s'est-il passé ? Il ne peut suffire de parler de « *déviations* » ou de « *marginalisation* » des véritables socialistes allemands, pour taire toutes les interrogations que suscite l'expérience social-démocrate allemande.

LA SOCIAL-DEMOCRATIE ICI ET MAINTENANT

En septembre 1980, Jean Popere, l'un des principaux dirigeants du Parti socialiste publiait une petite brochure en vue des présidentielles : « 81, Changer le pouvoir ».

Cette brochure contient des éléments intéressants concernant la situation internationale, la situation de la « gauche », l'objectif du PS de « changer la réalité communiste française », etc... Elle décrit également « la voie française pour aller au socialisme » en ces termes :

« La libération de l'homme, la possibilité pour chacun, pour chacun, de se réaliser pleinement, qui est la finalité du combat des socialistes, qui est leur idéal, implique une société, des rapports humains qui échappent à la dictature du profit, aux règles du capitalisme. Mais, dans les conditions du monde d'aujourd'hui, d'un pays industriellement avancé et de traditions démocratiques bourgeoises comme la France, cette rupture ne peut se faire d'un seul coup, elle ne peut signifier bouleversement brutal : elle ne peut être le résultat que d'un long processus, d'une série de changements qui s'enchaînent et se déterminent les uns les autres, et qui n'affectent pas seulement les structures économiques, politiques, mais aussi les mentalités, l'univers culturel, la conscience même des hommes et des femmes... c'est à nous qu'il revient de réaliser le pas décisif, celui des transformations de structures qui dessaisiront le capitalisme et ses agents politiques et culturels de leur position dominante dans la société française. Telle était, telle est la fonction historique d'un ensemble de propositions comme celles rassemblées dans le Programme Commun : accomplir le premier acte, nécessaire, mais non suffisant de la rupture avec la logique économique, sociale, idéologique, politique, du capitalisme. Non pas, d'un coup, faire le socialisme, mais engager notre peuple de façon irréversible, dans la voie du socialisme. Non pas le "grand soir", mais le premier matin d'une grande époque. C'est une stratégie gradualiste. »



81, changer le pouvoir?

tâche prioritaire. Notre parti lui-même appelle d'ailleurs à amplifier la défaite de la droite les 14 et 21 juin.

Pour autant, pensons-nous qu'il s'agit là d'un degré dans la marche irréversible et engagée vers le socialisme en France? A y regarder d'un peu plus près, les choses sont bien moins simples : des nouveaux députés vont être élus, bien, mais selon les mêmes lois et règles que sous Giscard et de Gaulle ; même découpage des circonscriptions qui isole et neutralise les concentrations ouvrières, même barrage de l'argent à l'encontre des courants politiques minoritaires. En 1981 comme en 1978, il faudra toujours 60 000 suffrages pour être un député de droite et 150 000 pour être un député de gauche...

« On ne pouvait pas faire autrement... sans enfreindre les lois de la République; on fera passer la règle proportionnelle plus tard... » Certes! Dans la logique de la législation républicaine instaurée par un de Gaulle... ou un Giscard... on ne peut pas faire autrement... Encore faudrait-il que les élections des 14 et 21 juin soient comprises dans leur véritable réalité : l'Assemblée nationale qui en sortira ne peut pas être l'expression véritable des aspirations ouvrières et populaires tant que les lois électorales restent identiques, que la barrière de l'argent interdit l'expression de tous, que les médias restent réservés à quelques-uns, que les mêmes pré-fets - même si chapitrés - restent en place, etc... Certes « l'effet présidentiel », hier favorable aux gaullistes et aux giscardiens, favorisera l'arrivée d'une majorité socialiste; mais les mécanismes électoraux hier défavorables aux travailleurs ne sauraient être devenus bons pour eux par la grâce présidentielle.

« Impatience », diront certains. « Attendez, chaque chose en son temps! » Et Jean Popere nous étiquetterait certainement parmi

les nostalgiques du « grand soir »! Notre remarque n'est nullement impatiente : elle est tout bonnement réaliste. Nous appelons un chat un chat et une Assemblée élue selon les règles de la Constitution bourgeoise de la Ve République ne concentrera pas les aspirations et les énergies ouvrières et populaires de notre pays. Il faut le savoir, faute de quoi tous les efforts militants canalisés vers cette « bataille des législatives » risquent fort d'être déçus.

Comme il faut savoir aussi que le fonctionnement des institutions de la Ve République, même sous la coupe d'un président et de ministres socialistes, ne constitue aujourd'hui pas plus qu'hier une possibilité pour le peuple de notre pays de prendre en mains son propre destin. Notre parti est pour l'abolition de la Constitution... non pas seulement parce que Giscard s'en est servi pour les intérêts des grands monopoles français... mais parce que les règles et lois qui la constituent organisent le pouvoir des capitalistes sur les exploités. En 58, François Mitterrand s'est opposé à la Constitution de la Ve République, au « putsch » gaulliste et au pouvoir présidentiel. Comment expliquer qu'en 1981, cette même Constitution soit acceptable... par le seul fait que lui-même soit entré à l'Elysée?

Un président « socialiste » à l'Elysée, une majorité « socialiste » à la Chambre, un ministre « socialiste »... qui font fonctionner le même système économique et politique, selon les mêmes lois... cela ne fait pas une « France socialiste ». Jean Popere en serait d'accord... ni même un petit pas, un petit degré pour y avancer...

POUVOIR OCTROYÉ
OU
POUVOIR CONQUIS?

Pourquoi cela?
Pour deux raisons :

D'une, c'est que la classe des capitalistes n'a rien perdu de son pouvoir dans l'affaire : mêmes moyens financiers colossaux pour mener sa propagande, mêmes positions fortes dans la presse et les médias, mêmes positions dans l'appareil d'Etat. Chirac achète des centaines de panneaux publicitaires pour faire sa campagne... et nous, et d'autres, nous nous faisons les fonds de poche pour maintenir hebdomadaire la parution de notre presse. « Patience », nous dit-on encore, « nous libérerons cela... ». Peut-être... mais comment seront définitivement détruits les pouvoirs économiques et politiques des grands magnats, des Giscard et des Chirac. Par degrés? On peut douter du résultat quand l'on entend François Mitterrand prêt à gouverner avec une majorité de droite à la Chambre et disposé à respecter l'alternance droite-gauche, autrement dit si l'on en croit ses propres thèses une alternance capitalisme/socialisme en marche?

De deux, c'est que le ressort de mobilisation des masses populaires, c'est : « faites-nous confiance ». Votez PS, le 14 puis le 21 juin, nous nous occuperons de tout le reste : l'énergie et l'enthousiasme populaires sont canalisés vers cette délégation des pouvoirs aux ministres, aux députés, aux responsables... Le lendemain du 10 mai, des militants, des jeunes, se rappelant mai 68 ont proposé ici et là : « Organisons-nous en assemblées générales quotidiennes... ». Beaucoup de travailleurs se sont moqués gentiment : « Tu n'y es pas, ce n'est pas la révolution... ». En effet... Et quand des délégations de sections syndicales se sont présentées devant le patron avec leur cahier de revendications, celui-ci, carrément, leur a ri au nez : « Si vous croyez que les choses ont changé, vous vous trompez! » ou bien encore : « Vous devez suivre les consignes de vos responsables syndicaux, tout à fait raisonnables... », juste après les déclarations fracassantes d'Edmond Maire!

Comme quoi la réalité est contraignante. Le pouvoir des travailleurs, cela se gagne, cela se conquiert. Cela ne s'octroie pas. Cela se gagne dans un rapport de forces favorable : quel militant ouvrier ne l'a pas expérimenté une fois à l'occasion d'une lutte à l'entreprise? On peut exercer un pouvoir ponctuel, momentané sur le patron quand on bloque la production et qu'on met en péril ses profits, quand on bloque ses moyens de répression, les brigades des contremaitres et les sanctions... et nullement par un système contractuel et concerté de négociations...

Les patrons ne font jamais de cadeaux; les capitalistes ne lâchent jamais le pouvoir de leur propre gré. Face à la classe capitaliste dans son ensemble, dotée de ses appareils de pouvoir, experte à la domination, nous ne voyons pas d'autre perspective qu'une stratégie frontale qui détruit radicalement les instruments du pouvoir capitaliste, son appareil militaire, judiciaire et policier, ses points d'appuis de propagande. Jean Popere parle de « dessaisir le capitalisme et ses agents politiques de leur position dominante dans la société française ». Très bien, mais comment s'y prendra-t-il, si chaque jour ces « agents » continuent à arrondir leurs profits avec la sueur et le sang des

travailleurs, si ces « agents » continuent à décider quoi produire, comment, où, en fonction de leurs intérêts de classe, s'ils continuent à posséder les moyens de production du pays et aussi les moyens de la puissance politique et culturelle?

Pour les dessaisir, Jean Popere nous propose « un long processus », « une série de changements », « un premier matin »... Et si les matins suivants déchantaient... et si ce « long processus »... tellement long ne les gênait nullement ou que modérément? A quel moment la rupture d'avec le capitalisme serait-elle acquise? Quel calendrier? Quelles modalités? Ou bien serons-nous condamnés à avancer sans fin vers un socialisme toujours entr'aperçu et toujours inaccessible...

Pour dessaisir les capitalistes de leurs moyens de domination, nous disons, quant à nous : « Que la classe ouvrière accumule des forces; qu'elle arrache des améliorations et des meilleurs conditions de lutte; qu'elle renforce son unité et son poids; qu'elle entrave par tous les moyens la domination capitaliste ». Au terme de cette longue maturation des forces ouvrières et populaires, dans un rapport de force global - et non seulement électoral - où la classe des capitalistes sera mise en difficultés, sera en passe d'être vaincue, la classe ouvrière peut enfin détruire les moyens de domination capitalistes; c'est un bouleversement, un changement qualitatif en profondeur, un formidable élan populaire concretisé et consolidé par un pouvoir tout à fait neuf, une révolution... en quelque sorte.

Pourquoi ridiculiser cela sous l'utopie du « grand soir », alors que de tels bouleversements ont transformé des sociétés entières en 1917 en Russie, en 1949 en Chine... et même dans notre pays, lors de la Commune de Paris? Sont-ils rendus impossibles car notre pays est « industriellement avancé et de traditions démocratiques bourgeoises »? Nous pensons l'inverse de Jean Popere à ce sujet : la formidable concentration du capitalisme contemporain et de ses centres de décision, la considérable expérience de gestion et de domination de la bourgeoisie française imposent de frapper à la tête... et interdit la stratégie des coups d'épingle.

Voilà pourquoi nous avons ajouté un point d'interrogation à l'affirmation de Jean Popere : « 1981, changer le pouvoir ».

Le pouvoir n'a pas changé de mains le 21 mai 1981 : la même classe capitaliste le détient, même avec un président socialiste à l'Elysée. Les conditions sont-elles requises pour qu'il commence à changer de mains? Nous en doutons sérieusement aussi; le Parti socialiste envisage des « réformes de structures tant économiques que politiques »; par des réformes administratives de décentralisation, il se propose d'organiser des « contre-pouvoirs ». Nous étudions et étudions ces projets de réforme avec attention; nous n'y sommes pas opposés par principe, car nous sommes toujours soucieux des intérêts et de l'amélioration des conditions de lutte de la classe ouvrière. Pour autant, nous ne saurions prendre des vessies pour des lanternes, et l'accumulation de réformes, si positives soient-elles, pour une révolution sociale.

LA SOCIAL-DEMOCRATIE ICI ET MAINTENANT

PS : dix années pour une renaissance

Quatre ou cinq dates scandent l'histoire de la renaissance du Parti socialiste :

1971 : le Congrès d'Epinay
1972 : la signature du Programme commun

1974 : les Assises du socialisme
1977 : la rupture du Programme commun.

Et bien sûr...
1981 : l'arrivée au pouvoir.

1971 : le Congrès d'Epinay, c'est un point de départ pour le nouveau parti.

C'est aussi l'aboutissement d'efforts convergents pour « renouveler » la social-démocratie française.

La vieille SFIO dès 1958 est usée, diminuée en effectifs et en prestige; ses participations au pouvoir l'ont assez déconsidérée; l'appel de de Gaulle par son chef Guy Mollet l'a enfoncée un peu davantage : deux grosses fédérations ont tenu le coup - Bouches-du-Rhône et Nord - alors le parti se sclérose avec une proportion inquiétante de notables et de retraités. A Epinay en 1971, deux forces se conjuguent pour faire « sauter la croûte » appliquée par G. Mollet : celle dirigée par Pierre Mauroy, ex-secrétaire des Jeunes, animateur des foyers Léo Lagrange, et celle du CERES, courant du marxisme et nourri de mai 68. Ces deux courants permettent la fusion avec d'autres forces social-démocrates, qui ont pris leur essor à partir de 58, mais hors des rangs de la SFIO : il s'agit du « socialisme des clubs » qui se réclame d'une manière ou d'une autre de la pensée de Mendès-France et de sa courte expérience au pouvoir en 1954.

Deux courants se réclament du « ménéssisme ».
L'un, d'inspiration humaniste et républicaine, laïc, voire franc-maçon, s'est organisé sur la base de l'UDSR de Mitterrand et du « Club des Jacobins » de Charles Hernu et d'autres clubs, dans la « Convention des institutions républicaines » en 1964. François Mitterrand en est le chef. L'autre, plus moderniste et technocratique, rassemble des chrétiens de gauche et s'organise dans d'autres clubs - le Club Jean Moulin de Michel Crozier par exemple; qui développe des thèmes dits de la « nouvelle gauche » : néo capitalisme, nouvelle classe ouvrière, plan et autogestion, néo colonialisme; le SFIO (issu du PSA, scission de la SFIO à propos de la guerre d'Algérie), participe à ce courant « moderniste » où se côtoient des chrétiens de gauche, des militants de la jeune CFDT, des anciens membres du PCF... En 1956, ce courant se rassemble lors du « Colloque de Grenoble », rehaussé par la présence d'hommes de gauche », Duverger, Jean Daniel, Demenach, d'organisations CFDT et CNJA, de revues : « Témoignage Chrétien, Esprit ». Ce colloque de 1966, centre bon nombre de thèses économiques et sociale de la renaissance social-démocrate actuelle.

A Epinay, toutes ces composantes se mettent en parti sous la houlette de François Mitterrand : CERES, courant Mauroy, CIR, une partie du courant moderniste. 1972 : c'est la signature du programme commun. Elle est une seconde pièce maîtresse de la renaissance du PS. La stratégie d'alliance avec le Parti communiste est fort peu prise en compte dans la social-démocratie européenne d'alors. François Mitterrand va plaider pour elle devant le Congrès de l'Internationale socialiste à Vienne en 1972, en ces termes : « Refaire un grand Parti socialiste sur le terrain occupé par le Parti communiste lui-même et faire la démonstration que sur les cinq millions d'électeurs, trois peuvent voter socialiste ».

La politique mitterrandiste est sans ambiguïté : l'existence d'un Parti communiste français puissant impose l'alliance afin de réduire son rôle et sa place au sein de la société française. Objectif que les dirigeants socialistes peuvent estimer avoir rempli en partie en 1981, tout en maintenant leur pression pour que « change la réalité communiste française ». Le PS se refait une santé dans le sillage de l'alliance.

Jusqu'en 1977, cette politique paie, alors que le PS rallie à son combat les générations et « couches nouvelles » produites par les transformations technologiques du capitalisme français et par le développement de l'impérialisme.

1974 : constitue une étape dans cette fusion avec les « couches nouvelles » : c'est l'année des « Assises du socialisme » qui voient le ralliement au PS d'une large fraction du PSU de Rocard et de bon nombre de cadres syndicalistes de la CFDT. Le PS fusionne alors avec des héritiers du mouvement de la jeunesse de mai 68 et avec des militants frottés à certaines luttes syndicales, associatives, écologiques, femmes de l'après mai.

1977 : c'est la rupture du programme commun. L'ascension du Parti socialiste va-t-elle être interrompue par la rupture de ce programme commun qui le remit en selle? Nullement. « Tenir bon » c'est le mot d'ordre du Congrès de Metz en 1979. Le PS, malgré quelques remous, dissensions et défections, tient bon; en effet, il ne manque nullement de perspectives et inscrit sa stratégie politique dans le cadre du redéploiement économique européen; il peut voler de ses propres ailes, prenant même avantage de la rupture de l'Union de la gauche, pour renforcer une image d'indépendance par rapport au PCF et au « collectivisme » et pour crédibiliser son projet politique propre.

1981, avec l'arrivée de François Mitterrand à l'Elysée, qui tient pour l'essentiel à la division des forces de droite « classiques », une nouvelle étape s'ouvre pour le Parti socialiste dans notre pays. C'est l'épreuve du pouvoir.

POUR L'EGALITE DES DROITS ENTRE FRANÇAIS ET IMMIGRES

Les travailleurs immigrés avaient pris la parole dans la période précédant les élections présidentielles : ils avaient manifesté le 4 avril à Paris; quelques actions au retentissement certain avaient mis en lumière la gravité de leur situation (grève de la faim de Lyon, de Masy...). Eux que Giscard-Barre avaient voulu réduire totalement au silence, privés de tous droits (et qui n'ont donc pas celui de voter), ils ont ainsi pourtant fait entendre leur voix. La défaite de Giscard fut aussi leur succès, et ils étaient nombreux, à la Bastille et ailleurs, le soir du 10 mai à dire leur joie et leur espoir, avec les autres travailleurs.

Espoir d'une autre politique, dont le seul axe, pour être conforme aux intérêts de tous les travailleurs, ne peut qu'être l'égalité des droits; espoir, dans l'immédiat, de mesures qui commencent déjà

à changer leur situation intolérable.

Avant les législatives des 14 et 21 juin, les Associations de la Maison des travailleurs immigrés donnent, dans la déclaration que nous publions ci-dessous, leur point de vue sur la situation politique créée par l'élection de F. Mitterrand, leurs revendications les plus immédiates, leurs conceptions fondamentales.

Depuis cette déclaration, il y a eu la position du nouveau ministre de l'Intérieur, G. Defferre qui « peut être redonner confiance aux travailleurs immigrés - nous dit un responsable de la MTI - mais qui surtout a démenti catégoriquement la propagande des structures d'encadrement policier manipulées par des gouvernements de pays d'origine et tendant à faire croire qu'avec Mitterrand, les expulsions allaient se multiplier ».

Déclaration de six associations de travailleurs immigrés

« Pour rendre caduques les lois anti-immigrés, soyons les propres artisans de nos acquis »

La victoire du 10 mai 1981 aura été incontestablement le résultat des luttes de la classe ouvrière de France avec la participation effective des travailleurs immigrés et de toutes les forces éprises de paix, de liberté, de progrès et de justice. Mais elle fut aussi l'échec retentissant de la politique de répression systématique, de l'intolérable engrenage d'exploitation capitaliste et de l'ensemble des lois et mesures discriminatoires et coercitives déployées par la droite et son gouvernement déchu. Cette victoire fut partout ressentie comme telle par les travailleurs immigrés et leurs familles.

Les Associations des travailleurs immigrés regroupées au sein de la Maison des travailleurs immigrés se sentent concernées par cette victoire qui marque incontestablement, vu l'impact populaire qu'elle a suscité, une alternative possible d'un début de libération de la force du travail des freins qui la contraignent. Elles se sentent solidaires de cet élan populaire et ressentent le besoin de participer activement à la traduction de cet espoir en une alternative où l'égalité des droits serait la base fondamentale.

Cependant, aujourd'hui que l'espoir est né, un effort considérable doit être fourni pour rendre effective et irréversible la victoire du 10 mai et pour assurer dans l'immédiat la défense des travailleurs immigrés contre les lois anti-immigrés qui sont toujours en vigueur (décret-loi 1939, loi Peyrefitte, loi Barre-Bonnet, circulaire Stoléru, décret Imbert...).

En effet, la vie des travailleurs immigrés et toujours, autant que par le passé, intenable et intolérable : le racisme, les attentats fascistes, la répression administrative et policière, le fichage informatif, les expulsions, les refoulements arbitraires, les refoulements des frontières, les entraves aux regroupements familiaux, le manque de formation, la discrimination culturelle, l'indécence et l'insalubrité du logement, la vie des ghettos, le travail au noir, les restrictions à l'encontre de la vie associative,

les restrictions des allocations familiales, les accords néo-coloniaux avec les gouvernements des pays d'origine, l'encadrement policier par des instruments télé-guidés par les gouvernements des pays d'origine... Ce statut à part que subit l'immigration a dépassé le stade critique par la légalisation des lois anti-immigrés par la droite.

C'est à cela que nous sommes tous appelés aujourd'hui à nous attaquer et à démanteler.

Ceci appelle les forces du progrès et de liberté à s'employer à la mise en place d'une politique radicalement opposée à celle déjà pratiquée par la droite et dont les méfaits continuent de nuire aux travailleurs immigrés et à leurs familles. Cette nouvelle politique ne saurait être une véritable alternative de libération des forces de travail que si elle instaure comme base fondamentale l'égalité des droits sociaux, professionnels et politiques et si elle défend le respect de l'identité culturelle et du droit à la différence.

Dans l'immédiat, des mesures urgentes sont d'une nécessité vitale, nous en citons les mesures prioritaires suivantes :

- abrogation du décret-loi de 1939 concernant le droit d'association.
- arrêt immédiat de toute expulsion et de refoulements.
- la régularisation administrative des travailleurs sans papiers.
- arrêt immédiat de l'arbitraire administratif et policier qui s'exerce quotidiennement à l'encontre des travailleurs immigrés et de leurs familles.
- arrêt des licenciements « prioritaires » contre les travailleurs immigrés.
- faciliter les regroupements familiaux des travailleurs immigrés sans aucun préalable.
- déclarer sans attendre l'amnistie des travailleurs immigrés expulsés et des jeunes immigrés actuellement détenus et emprisonnés.
- arrestation des criminels coupables des attentats contre les travailleurs immigrés et ouverture des dossiers concernant les attentats.

Paris le 25 mai 1981

Les Associations de la Maison des travailleurs immigrés : L'Association des Marocains en France, Le Comité des travailleurs algériens, La Fédération des travailleurs d'Afrique noire immigrés, L'Union générale des travailleurs sénégalais en France, L'Union des travailleurs immigrés tunisiens, L'Association des travailleurs de Turquie.

LIBEREZ TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES !

Le combat pour les libertés est dirigé contre le pouvoir de la bourgeoisie, dont la tendance constante est la négation des libertés du peuple. C'est pourquoi elle a mis au point un quadrillage législatif et répressif propre à attaquer les militants combattant le capitalisme et le colonialisme.

Une des pièces maîtresses de cette législation répressive, est la Cour de sûreté de l'Etat; Bretons, Corses, Basques, Guadeloupéens et Guyanais assurent une présence régulière devant cette juridiction d'exception. Libérer les prisonniers politiques est une conséquence logique, nécessaire et impé-

rieuse, du constat des activités criminelles de la Cour de sûreté de l'Etat.

Les amnistier, c'est redonner une dignité à ces emprisonnés, c'est reconnaître les méfaits du capitalisme et du colonialisme, responsables de la situation de pillage économique, d'étiollement et de dénigrement culturel de ces peuples.

Précisons: exiger l'amnistie des prisonniers politiques, c'est exiger celle de tous les militants qui ont agi politiquement, que la Justice française les classe de « droit commun », comme c'est le cas pour les Tahitiens, ou en « politiques ».

Le réquisitoire anticolonialiste contenu dans l'interview d'un responsable de l'Union des étudiants guyanais publiée ci-dessous, nous éclaire sur les pratiques de l'impérialisme français en Guyane. Il nous conduit à réaffirmer avec force la nécessité de la dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat, de la libération des prisonniers politiques, le droit à l'indépendance pour les colonies françaises, et notre soutien aux revendications de leurs peuples (Programme d'action du PCML).

Patriotes emprisonnés, économie pillée, exode organisé c'est la Guyane colonisée

■ Combien de patriotes guyanais sont aujourd'hui incarcérés en France?

Cinq militants patriotes sont en prison à Fresnes, Antoine Aouegui, Eric Bianchard, Raymond Charlotte, Edmée Geneviève et Eddy Ho. A. Chuck. En juillet 1980, une vingtaine de syndicalistes, de patriotes, ont été incarcérés à la suite d'une explosion suivie d'un incendie, aux dépôts de carburant de la société Shell à Kourou, d'une tentative d'attentat dans une caserne désaffectée à Cayenne, d'une alerte à la bombe à l'aérodrome de Cayenne-Rochambeau. Ils furent ensuite relâchés, mais cinq d'entre eux, furent écroués par la Cour de sûreté de l'Etat, pour atteinte à la sécurité et à la sûreté de l'Etat. L'affaire est pour le moment dans sa phase d'instruction. Nous sommes parvenus, avec l'appui de nombreux amis, et grâce au concours du collectif d'avocats, à ce qu'ils soient regroupés dans la même prison, à Fresnes, et dans deux cellules. Et qu'ils bénéficient d'un pseudo statut de prisonnier politique.

■ De quel soutien bénéficient les patriotes emprisonnés?

L'UTG (l'Union des travailleurs guyanais), la plus grosse centrale syndicale, regroupant de 80 à 90% des ouvriers guyanais, a lancé un mouvement de dynamique pour leur libération. Un collectif, auquel elle participe, et regroupant le parti socialiste guyanais, l'Unité guyanaise, partageant les mêmes analyses que le PCF, le Moguyde, et le FNLG, mouvements indépendantistes, dont ces patriotes incarcérés sont membres ou responsables, le MFG (mouvement des femmes guyanaises) ont dénoncé ces arrestations, ont organisé des manifestations publiques, en expliquant comment ces incarcérations sont une atteinte à la dignité de notre peuple. D'autres organisations démocratiques et patriotiques et étrangères, se sont jointes à cet appel.

En France, nous menons une campagne sous divers angles; d'un point de vue judiciaire, avec les avocats Gougis-Moute, Briolin, (Guyanais), Leclerc, De Felice, Boyer etc..., de soutien moral et matériel auprès des détenus, de popularisation à l'égard d'organisations démocratiques françaises comme le MRAP, la Ligue des droits de l'Homme etc..., et surtout en rappelant constamment le poids, le joug de l'impérialisme français sur notre pays, et qu'au delà de notre exigence de libérer immédiatement nos compatriotes, se pose en corollaire, la lutte pour l'indépendance de notre pays.



■ Par quels mobiles étaient, et sont animés, les plus hauts responsables de l'impérialisme français, pour faire tomber ces cinq patriotes?

Le but est clair: frapper des patriotes pour effrayer la population. Remarquons que la répression ne s'est pas abattue sur la puissante Union des travailleurs guyanais, car sinon, la riposte aurait été immédiate et fulgurante. Elle a visé des militants d'organisations indépendantistes dont l'audience est relative.

■ Cette répression est typique d'un pouvoir colonial, peux-tu esquisser la stratégie de l'impérialisme français en Guyane, et les conséquences désastreuses pour le peuple guyanais?

De 1946 à 1975, la tactique de l'impérialisme français, résidait essentiellement dans la départementalisation, et l'assimilation, afin de pouvoir écouler sur le marché local la production française de pro-

duits manufacturés.

A partir de 75, l'impérialisme français a eu recours à une nouvelle stratégie. Il a eu besoin d'une autre structuration en Guyane, afin de rentabiliser, entre autres, son agriculture, afin d'utiliser notre pays comme relais stratégique pour ses exportations en Amérique latine.

En quelques mots, un « plan vert » a bouleversé notre production agricole et forestière. La France a besoin au niveau européen, d'être compétitive, c'est pourquoi, elle a promu chez nous, une culture industrielle (soja), une culture maraîchère pour pallier à ses insuffisances. Ces promotions ne correspondent en rien, ne satisfont aucunement les besoins de notre peuple. L'impérialisme français a lancé notre pays dans la production de pâte à papier, et pour ce faire, il déboise à qui mieux mieux, sans souci de replanter les arbres et sans transférer les matières premières chez nous.

Par cette nouvelle politique, l'impérialisme français affûte l'épée qui le mettra à mort, car elle concentre massivement la classe ouvrière, elle renforce les organisations syndicales et politiques.

Cette restructuration économique engendre des changements gravement inquiétants pour notre pays, pour notre peuple. Le corollaire de ce « plan vert » est le génocide du peuple guyanais.

Elle a fait importer de la main d'œuvre à sa merci, avec les Boat people, les Mong depuis 75; comme cette restructuration a besoin d'un encadrement « efficace et énergique », elle a fait venir, non plus des fonctionnaires français, mais des colons d'encadrement. Ils bénéficient de larges subventions, de concessions énormes. Leur nombre s'élève à 11000 pour 6 à 7000 en 1975. Et rappelons que la population guyanaise s'élève à 65000. L'organisation de ces colons de choc dans des structures paramilitaires est com-

mencée.

Simultanément, le BUMIDOM (Bureau d'immigration des DOM) organise l'exode des guyanais vers la métropole, immigration renforcée par le chômage (40% de la population active est au chômage), immigration suscitée même parmi ceux qui travaillent, sous le biais d'avancement etc...

En guise de résumé, cette restructuration économique qui pille notre agriculture, notre sylviculture, s'assortit d'un peuplement composé à la fois de main-d'œuvre plus ou moins servile, et d'un encadrement colonialiste, et d'un exode gigantesque des guyanais pour la métropole.

Propos recueillis par
Nathalie VILLOTIERS

FNLG: Front de libération de la Guyane
MOGUYDE: Mouvement guyanais de décolonisation

Des patriotes afghans témoignent

Mohamed Gafour Yossefai, commandant du Front du Farkhan, a expliqué comment la résistance s'est développée dans cette région proche de l'Union soviétique.

Les Russes tentent d'abuser l'opinion internationale en proclamant que des féodaux, des bandits et des chinois tentent de saboter une réforme agraire qui profiterait au peuple. Pourtant, la résistance est constituée de paysans pauvres et nous lutterons contre toute puissance étrangère qui viendrait tenter de nous soumettre. Nous ne combattons pas le communisme et l'athéisme, mais ceux qui veulent occuper notre pays. Nous avons commencé notre lutte quand Taraki a pris le pouvoir. Au début, nous ne possédions pas de fusils, mais nous avons expliqué aux gens que l'Union soviétique cherchait à occuper notre pays. Ce qui s'est produit plus tard a montré que nous avions raison et le peuple nous a rejoints. En juin 1979, il y a eu un soulèvement populaire dans ma province au cours duquel nous avons saisi huit mille fusils de l'armée. Nous en avons saisis encore lors des soulèvements ultérieurs. Nous nous sommes équipés au détriment de l'armée soviétique et aucun pays étranger, à ma connaissance, ne nous a aidés.



Mohamed Rahim Henar, membre de la Fédération des Fronts des modjahedines islamiques, a parlé des crimes commis sous l'occupation soviétique et a raconté sa propre arrestation.

Arrêté en janvier 1979, au milieu de la nuit, par 17 soldats et policiers, j'ai été amené à la police secrète, où l'on m'a gardé quatre jours en me soumettant à la torture. Parmi les bourreaux, je le précise, il y avait un conseiller soviétique. J'ai été torturé à l'électricité durant quatre nuits, jusqu'à entrer dans le coma, mais je n'ai pas parlé. J'ai été ensuite emmené en prison. Dans ma cellule, à la prison de Pol-et-Tcharkhi, nous avons été de nombreux prisonniers à être torturés par des officiers membres du parti Khalk. A la fin, j'ai été relâché. C'est sans doute parce que c'était au début du régime de Taraki, alors que la résistance n'était pas encore développée.

Après, les gens ont été soumis à des tortures bien pires que celles que j'ai subies. Les troupes gouvernementales ont enterré vivants leurs prisonniers, en employant des tracteurs pour remplir les tombes de terre.

Des patriotes afghans sont venus déposer à la session du Tribunal permanent des peuples, concernant l'Afghanistan, qui s'est tenue à Stockholm du 1^{er} au 5 mai dernier. Nous publions ci-dessous des extraits de quelques uns de leurs témoignages sur la résistance, les réfugiés et les crimes de guerre.



Le docteur Walid Hokouki a témoigné de ce qu'il avait subi et vu durant sa propre arrestation en août 1978.

Le 10 août 1978, j'ai été arrêté par la police secrète afghane. Après m'avoir attaché les mains derrière le dos, on m'a emmené dans une cellule du ministère de l'Intérieur, spécialement aménagée pour la torture. On m'y a suspendu et soumis à des chocs électriques donnés à l'aide d'un bâton électrique. Ils entraînaient, immédiatement, sécheresse de la bouche, abondance d'urine, baisse de la pression sanguine etc... Je suis tombé à plusieurs reprises dans le coma. Le lendemain, on m'a suspendu à nouveau, et on m'a fouetté tellement que tout l'épiderme recouvrant la colonne vertébrale était déchiqueté. Cela a duré quatorze jours ou nuits, je ne sais, puisqu'on m'avait enlevé ma montre. A la fin, j'ai été emmené à la prison de Pol-et-Tcharkhi. Nous n'avions ni couvertures, ni matelas, ni meubles. On nous donnait deux cents grammes de pain avec de l'eau; nous n'avions que 5 à 10 minutes par jour, pour quitter la cellule et aller aux toilettes. Nous n'avions ni poste transistor, ni journaux, et il était défendu d'avoir un crayon ou un bout de papier sous peine de châtiement corporel infligé devant les autres prisonniers.

Questionné sur la présence éventuelle d'experts soviétiques, il a répondu :

Un jour d'hiver, M. Saïd Abdullah, directeur général de la prison de Pol-et-Tcharkhi, a convoqué les prisonniers politiques pour annoncer le nouveau règlement pénitentiaire. Un prisonnier a demandé, devant quatre cents personnes, qu'on ait au moins les journaux afghans, afin de savoir ce qui se passait en Afghanistan. Le directeur a répondu : " Je ne veux pas et ne peux pas vous accorder cette faveur. Les règlements pénitentiaires appliqués sont rédigés par les meilleurs experts de notre grand ami du nord". Personnellement, je n'ai vu qu'une fois un expert soviétique dans cette prison. Mais je jure que j'ai entendu dire ceci par Saïd Abdullah, qui était, à l'époque, un homme haut placé.

Djalal, commandant du Front de Sheenigar, au Nouristan, a parlé de la résistance menée dans cette région orientale de l'Afghanistan depuis septembre 1978.

Dans notre région, la guerre a commencé en septembre 1978, quelques mois après le coup d'Etat de Taraki et, depuis deux ans et demi, le Nouristan est libéré. Au début, nous n'avions presque pas d'armes, mais fin 1978, nous en avons capturées vingt milles aux troupes afghanes et aux soviétiques. Avant même l'intervention massive de 1979, nous avons constaté la participation de soldats russes aux batailles. J'ai des documents, des papiers d'identité pris aux soldats soviétiques en 1978.

Ayant remis ces documents au tribunal, Djalal a donné plusieurs exemples de la répression exercée par le gouvernement afghan contre les maquisards et ceux qui sont susceptibles de les soutenir.

En juillet 1979, les nouristanis de Kaboul ont été arrêtés et beaucoup ont été exécutés alors ou plus tard. En août 1979, nous avons descendu un hélicoptère ennemi. En représailles, tous les hommes d'un village ont été emmenés et exécutés; un seul a survécu.

Je pense que les crimes soviétiques commis en Afghanistan sont assez clairs. Mais si vous n'êtes pas d'accord, vous pouvez aller vous-mêmes les voir de vos propres yeux. Ma région est libérée et nous pouvons garantir votre sécurité.

Il a ajouté :

Nous savons que pour vaincre, il nous faut construire un front, mais aussi développer la solidarité internationale et notre espoir est que la lutte du peuple afghan soit largement entendue.



Dans les rues de Kaboul, un occupant soviétique l'arme au poing.

Parwin Ali, éducatrice spécialisée dans l'alphabetisation des femmes, a parlé des camps de réfugiés du Pakistan, où elle travaille depuis qu'elle a quitté l'Afghanistan en février 1980. Elle a cité les témoignages entendus à propos de crimes de guerre, en particulier au village de Kerala.

La majorité des réfugiés afghans sont des veuves, des enfants et des hommes âgés. Les hommes jeunes ont été tués ou continuent la résistance contre l'occupation russe de notre pays.

Voici les témoignages de réfugiés que j'ai entendus concernant le massacre de Kerala. Fin 1979, mille familles vivaient dans ce village de la province du Kunar. Les troupes gouvernementales, ayant rencontré de la résistance dans cette région, ont suspecté les villageois de la soutenir. Le lendemain d'un affrontement avec la résistance, des soldats russes et afghans ont attaqué le village. Tous les hommes et garçons ont été exécutés. Aujourd'hui, il ne reste que cinq cents veuves, deux mille enfants de moins de treize ans, et seulement vingt deux hommes adultes des milles familles de Kerala.

■ **Pouvez-vous rappeler les raisons qui ont abouti à la création du Congrès Pan-Africain d'Azanie (PAC), alors qu'existait déjà le Congrès national africain, ANC?**

Le PAC a été créé le 6 avril 1959. Sa création fut le point culminant d'une longue lutte menée à l'intérieur de l'ANC. Quelle est cette lutte qui s'est déroulée dans l'ANC?

En 1949, à la Conférence de Bloomfontain de l'ANC, l'Organisation de jeunesse a mis en avant un « Programme d'action » qui fut adopté par la conférence. Ce programme a donné une dimension nouvelle à l'ANC car il se détachait de l'ancienne politique officielle de l'ANC. Je vous cite quelques-uns des points les plus notables de ce programme :

Jusqu'en 49, le programme de l'ANC était tout simplement de se révolter, de réagir contre les différentes lois qui existaient en Afrique du Sud. Chaque fois que le gouvernement adoptait un loi raciste, l'ANC organisait une petite manifestation de protestation. Et quand il adoptait une nouvelle loi, on oubliait la première et on manifestait contre la nouvelle.

Aussi, le « Programme d'action » précisait que l'ANC devait avoir son propre programme et non se contenter de réagir contre les lois du régime raciste. Notre programme indépendant devait être proposé comme une alternative au régime en place.

Le deuxième point du « Programme d'action », c'est que les personnes qui militaient à l'ANC ne devaient pas travailler dans les institutions ou les organisations créées par le régime raciste. On ne pouvait pas en même temps être dans le mouvement de libération

nationale et dans ces institutions. Or beaucoup de gens de l'ANC étaient aussi membres du « Conseil représentatif indigène ». Le dirigeant Luthuli en était membre tout en étant le président de l'ANC.

Le troisième point, c'est que l'ANC ne devait pas rester collée au principe des méthodes non-violentes. Si on s'apprete à organiser une lutte, il faut que les moyens utilisés soient déterminés par les conditions objectives, et non par les vœux subjectifs.

Un autre point important était : quelle est la nature de notre lutte dans le pays? Est-ce que c'est une lutte contre le racisme, ou bien est-ce que c'est une lutte contre l'impérialisme fasciste et le colonialisme? Est-ce que c'est une lutte pour les droits civiques, ou bien est-ce que c'est une lutte de libération nationale d'un peuple opprimé?

Il fallait être très clair sur cette question. Un sous-point de ce quatrième point était : est-ce que l'Afrique du Sud est un Etat indépendant, ou bien est-ce que c'est une colonie d'un type spécial?

En effet, le Parti communiste d'Afrique du Sud prétend que l'Afrique du Sud est un Etat indépendant et que la seule lutte qu'on peut mener, est la lutte des classes.

Par contre, le point de vue de la branche de la jeunesse de l'ANC sur ces questions était que l'Afrique du Sud constituait une colonie d'un type très particulier. Elle se situait entre le type classique de colonie contrôlée par la puissance métropolitaine et les autres qui ont prévalu en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Canada ou aux Etats-Unis. Dans ces derniers pays, les gens qui sont venus s'installer, ont pratiquement éliminé la population indigène et constituent actuellement la

majorité de la population. Les Blancs qui se sont installés en Afrique du Sud sont les mêmes qui se sont installés en Australie, en Nouvelle-Zélande, aux USA ou au Canada. Mais les indigènes constituent de loin la majorité de la population, et ce encore aujourd'hui. Cela entraîne que l'Afrique du Sud est dans une situation particulière.

En Afrique du Sud, deux problèmes vont de pair : premièrement, comme conséquence de la politique d'apartheid du régime raciste, vous avez l'oppression nationale des Noirs, et en même temps vous avez une exploitation économique.

Et à l'époque, la branche de la jeunesse a estimé que la question fondamentale, c'était la libération nationale du peuple opprimé, mais qu'en même temps il fallait établir une société socialiste.

Car les éléments les plus réactionnaires dans la communauté blanche se trouvaient être les ouvriers blancs, parce que c'était eux qui bénéficiaient du système d'apartheid, parce que le gouvernement sud-africain avait promulgué une loi appelée « la loi du travail réservé ».

Selon cette loi, certains travaux étaient exclusivement réservés aux Blancs. Par exemple, aucun Noir ne peut travailler dans les chemins de fer, aucun Noir ne pouvait être garçon d'ascenseur. Si bien que les travailleurs blancs pensent que ces lois les protègent, car il n'y a plus de concurrence avec les Noirs.

Autre chose encore permettait que cette politique réactionnaire soit soutenue par les travailleurs blancs, c'est la disparité dans les salaires : pour le même travail, un Blanc avait 20 fois le salaire d'un Noir!

Donc l'argument de l'Organisation de la jeunesse à l'époque était que, pour pouvoir arriver à une affinité de classe entre les travailleurs blancs et noirs, il ne fallait pas seulement éduquer le travailleur blanc qui bénéficie d'un système déjà en place, mais plutôt détruire ce système et ensuite de demander à l'ouvrier blanc de s'identifier à ses camarades de classe.

Mais la direction de l'ANC a rejeté ce programme, sous l'influence du Parti communiste sud-africain parce qu'il ne voulait pas de révolution violente dans le pays.

Aussi cela a entraîné une lutte à l'intérieur de l'ANC, depuis 49, année où le « Programme d'action » a été adopté, jusqu'en 55 où l'ANC, sous la houlette du Parti communiste, a adopté « La charte de la liberté ». Et cette charte est l'exact opposé du programme de 49 : elle commence en disant que « l'Afrique du Sud appartient à tous ceux qui y vivent ». Mais nous disons que la question n'est pas de savoir si l'Afrique du Sud appartient à tous ceux qui y vivent, parce que sous le colonialisme, la population blanche qui représente 1/5e

Du 20 au 27 mai, à Paris, s'est déroulée sous l'égide de l'ONU, en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA), la Conférence internationale sur les sanctions contre l'Afrique du Sud, dernier bastion de l'apartheid dans le monde.

Les mouvements de libération nationale d'Afrique du Sud, Congrès national africain (ANC) et Congrès panafricain d'Azanie (PAC), ainsi que l'Organisation de libération nationale de la Namibie, pays occupé par l'Afrique du Sud, étaient présents.

Au cours de l'interview d'une très grande richesse que nous publions ci-dessous, M. Gora Ebrahim, membre de la délégation du PAC à la conférence, a fait pour nous le point de la situation dans son pays, que le régime raciste a dénommé « Afrique du Sud », et que le peuple noir appelle « Azanie ».

Il aborde en particulier une question mal appréciée en France : est-ce que les Noirs, en Afrique du Sud, se battent seulement contre le racisme, pour les droits démocratiques? Ou bien, plus fondamentalement, est-ce qu'ils se battent pour détruire le système en place et instaurer, comme au Zimbabwe voisin, -hier Rhodésie-, un régime indépendant, en marche vers le socialisme?

Claude LIRIA

de la population totale, occupe en fait 87,3% de la superficie, et les 4/5e de la population restante se trouvent dans les 12,7% de terre restants. Comment, devant une situation objective comme celle-là, peut-on dire que l'Afrique du Sud appartient à tous ceux qui y habitent?

Après l'adoption de cette fameuse charte, des militants à l'intérieur de l'ANC, et en particulier des jeunes, ont été tout-à-fait désenchantés. Et le 6 avril 1959, ils ont fondé à Orlando, près de Johannesburg, le Congrès panafricain d'Azanie (PAC), dont le camarade, aujourd'hui décédé, Mangaliso Sobukwe, fut le premier président. Du 6 avril 59 au 21 mars 1960, le PAC a fait une campagne de porte à porte, et le 21 mars, il a organisé la première campagne nationale contre le régime. Et c'est un fait, aujourd'hui historique, que le 21 mars s'est produit le massacre de

Sharpeville. Et ce jour-là justement, notre président a dit : « Avant Sharpeville, le peuple d'Azanie était prêt à mourir pour la liberté, mais à partir d'aujourd'hui, il doit être prêt à tuer pour elle ».

■ **Quelle est la position du PAC sur l'actuelle conférence internationale qui se déroule en ce moment à l'UNESCO?**

Le PAC a toujours insisté que toute application des sanctions et des embargos à l'encontre du régime raciste d'Afrique du Sud est une démonstration de solidarité avec notre lutte. Mais il ne faut en aucun cas croire que c'est l'arme pour notre libération. Certains pensent qu'on pourra libérer notre peuple avec des sanctions. Pour nous, c'est seulement un

acte positif qui manifeste la solidarité à notre lutte. Ça nous aide aussi à isoler le régime raciste, surtout dans l'arène internationale.

Une autre question que je veux soulever : quand on parle d'imposer des sanctions à l'Afrique du Sud, il y a des gens qui disent que ces sanctions seront plus néfastes pour le peuple que l'on veut aider que pour le régime raciste. A ces gens-là, nous voudrions dire que l'Afrique du Sud détient le record mondial du taux de mortalité infantile : 560 enfants noirs sur 1 000 meurent de malnutrition avant l'âge de 5 ans! L'Afrique du Sud détient aussi le record des emprisonnements dans le monde : quel que soit le jour de l'année, il y a au moins 100 000 emprisonnés dans notre pays, en permanence! C'est aussi un des pays qui a le plus important chiffre de pénétration. Le régime raciste d'Afrique du Sud n'hésite pas à tirer sur les enfants des écoles : cela a été évident dans le cas de Soweto. Aussi nous demandons : si les enfants de Soweto sont prêts à affronter les balles de l'armée, est-ce qu'ils ne sont pas prêts aussi à affronter les sanctions?

■ **Que peut-on attendre de l'actuelle conférence?**

Il faut d'abord voir que cette conférence n'a pas de pouvoir mandataire : elle ne peut en elle-même imposer aucune sanction. Tout ce qu'elle peut faire, c'est de mobiliser l'opinion publique : ça a un effet tout-à-fait positif dans ce domaine. Pour nous, c'est très important car ça nous a permis d'expliquer la nature de notre lutte et de nouer de nombreux contacts, très larges.

■ **C'était la première fois que le PAC participait à une telle conférence?**

Non. J'étais à l'ONU en mars, à la Conférence sur le Zimbabwe à Londres, et à la Conférence de l'OUA.

Le PAC est reconnu par l'ONU et l'OUA (Organisation de l'unité africaine) et nous participons donc à toutes les conférences qui nous invitent.



Mangaliso Sobukwe : « Avant Sharpeville, le peuple d'Azanie était prêt à mourir pour la liberté, mais à partir d'aujourd'hui, il doit être prêt à tuer pour elle ».

■ **Quelle est pour vous l'importance de la victoire du peuple du Zimbabwe, aujourd'hui dirigé par Robert Mugabe, ancien président de la ZANU?**

La victoire du peuple du Zimbabwe, sous la direction de la ZANU-PF, a déplacé la frontière de l'Afrique libre depuis le fleuve Zambèze jusqu'à la rivière Limpopo. Cela a donc permis de ramener la frontière de l'Afrique indépendante au seuil même du dernier bastion fasciste du colonialisme en Afrique. Quelles en sont les conséquences?

La première, c'est que les racistes d'Afrique du Sud doivent se contenter maintenant d'une seule frontière au nord, alliant l'Océan Indien à l'Océan Atlantique.

La deuxième, c'est que la politique de l'Afrique du Sud qui consistait à établir des zones-tampous, en particulier le Zimbabwe au temps où il était dominé par le régime fantoche de Muzorewa et Smith, a échoué. Et les changements qui se passent aux propres frontières de l'Afrique du Sud ont effrayé le régime raciste. En retour, cette victoire du Zimbabwe a eu un effet très positif pour le peuple en Azanie. Et la chanson populaire que l'on chante chez nous, c'est : « Zimbabwe aujourd'hui, Azanie demain ».

Pour nous, cette victoire au Zimbabwe, c'est donc un facteur très important. Et pour le PAC en particulier, parce que le PAC et la ZANU ont toujours été des organisations sœurs. Je suis actuellement le représentant officiel du PAC au Zimbabwe.

Nous pensons que la ZANU au Zimbabwe a été confrontée à un fait accompli, très particulier :

nulle part en Afrique on ne trouve un régime indépendant qui a hérité de trois armées différentes. Au Zimbabwe, c'était la ZENLA, la ZIPRA et l'armée rhodésienne. C'est une tâche très difficile et très hasardeuse que d'arriver à les intégrer en une seule armée.

Le régime raciste d'Afrique du Sud a essayé de créer une instabilité au Zimbabwe. Et si vous avez trois armées, il est évident que c'est beaucoup plus facile de provoquer de l'instabilité. Je crois qu'il faut que nous félicitions le camarade Mugabe et ses amis pour la façon dont ils ont réussi à prendre en main cette année très difficile. Il faut aussi savoir que le Zimbabwe doit passer par une période de reconstruction et de consolidation. Mais comme l'a dit le camarade Mugabe : « Aucun habitant du Zimbabwe ne peut se sentir libre tant que l'Afrique du Sud n'est pas libre ».

■ **Quel est le rôle des puissances occidentales en Afrique du Sud?**

Dans une analyse poussée à fond, ce qu'il est important de dire, c'est que les racistes d'Afrique du Sud ne sont rien d'autre qu'une agence de l'impérialisme international.

Car le système monétaire international, contrôlé par les pays occidentaux, est basé sur l'or de l'Afrique du Sud : l'Afrique du Sud produit 67% des réserves mondiales d'or, et 96% de la production mondiale de diamants!

L'Afrique du Sud produit aussi en grandes quantités des minerais comme du charbon, du platine, du cuivre, de l'uranium pris en Namibie et dans les mines d'or.

Et si on regarde les compagnies minières en Afrique du Sud, on trouve la Corporation anglo-américaine, la Riotinto, la Debers, etc... Toutes ces compagnies appartiennent aux firmes multinationales occidentales.

Selon les statistiques de la Banque mondiale, l'argent rapporté par les investissements en Afrique du Sud constitue l'un des taux les plus élevés du monde : de l'ordre de 10,5%.

En ce qui concerne les pays occidentaux, ce qu'ils voudraient voir en Afrique du Sud, c'est la perpétuation de la situation actuelle d'exploitation capitaliste. Sur ce point, tous les pays occidentaux sont unis. Ce sur quoi ils ne sont pas unis c'est sur le fait de savoir si le régime raciste d'Afrique du Sud fait bien la politique qu'il faut pour protéger ce système capitaliste. Certains pensent qu'on pourrait éliminer une partie de la politique raciste parce que ce n'est pas vraiment nécessaire, certains pensent que la situation internationale a changé et qu'il n'y a plus de place pour le racisme. Voilà le dilemme des puissances occidentales. Mais sur la question du système, là elles sont tout-à-fait unies.

Un autre aspect important de la question, c'est que les puissances occidentales regardent la situation en Afrique du Sud à travers le spectre des superpuissances. Pour elles, la lutte du peuple dans notre pays, ce n'est pas l'aspect essentiel. Mais c'est que les deux superpuissances veulent utiliser cette zone pour leur sphère d'influence.

C'est pourquoi le PAC a clairement stipulé que nous ne nous battons pas pour changer les maîtres du pays, nous nous battons pour la libération de notre peuple et pour libérer

l'humanité entière de l'exploitation. Parce que nous nous considérons comme faisant partie intégrante de la révolution socialiste mondiale. Nous ne sommes pas des vassaux prêts à supporter l'hégémonie de telle ou telle superpuissance.

■ **Comment analysez-vous le rôle de l'URSS en Afrique du Sud?**

Le PAC a beaucoup de respect pour l'Union soviétique de Lénine, mais en même temps nous ne savons pas si la politique actuelle suivie par la direction de l'URSS, politique de soutien à la lutte en Afrique du Sud et dans toute l'Afrique australe, est basée sur le principe formulé par Lénine de l'internationalisme prolétarien.

Pourquoi disons-nous cela? Parce que, dans la question du Zimbabwe, l'URSS n'a pas soutenu la lutte légitime du peuple. Par exemple, quand la ZANU a demandé pendant la lutte de lui fournir une aide matérielle, l'Union soviétique a refusé. Si ce soutien était basé sur l'internationalisme prolétarien, l'URSS aurait dû soutenir la lutte légitime du peuple du Zimbabwe, et non pas soutenir une faction contre l'autre. Car la direction de la lutte dans un pays quel qu'il soit ne peut pas être imposée de l'extérieur.

Officiellement, la politique du PAC est très claire envers les pays occidentaux et envers l'URSS. Nous appelons les peuples d'URSS à soutenir notre lutte, sans que nous ayons de fil à la patte, selon le principe de l'internationalisme prolétarien énoncé par le camarade Lénine. Toute autre attitude des dirigeants soviétiques est contraire à ce principe, et donc réactionnaire.



■ **Que pensez-vous du changement du président de la République française?**

Du moment que c'est la décision du peuple français, nous accueillons ce changement.

■ **Propos recueillis par Claude LIRIA et Claude LEBRUN**



« Si les enfants de Soweto sont prêts à affronter les balles de l'armée, est-ce qu'ils ne sont pas prêts à affronter les sanctions? »

POURQUOI L'AFRIQUE DU SUD EST SI IMPORTANTE POUR L'IMPÉRIALISME?

On peut se demander pourquoi l'Afrique du Sud est le dernier bastion du système impérialiste et colonialiste en Afrique? Il y a de bonnes raisons pour cela, aux yeux des puissances occidentales :

Premièrement, l'Afrique du Sud se trouve à la jonction des deux océans, Atlantique et Indien. Enormément de trafic maritime se fait par là, pour approvisionner l'Occident. C'est donc un point stratégique important à défendre pour l'approvisionnement des pays occidentaux.

Deuxièmement, l'Afrique du Sud est le premier pays producteur d'or. Et le système monétaire international, entièrement entre les mains de l'impérialisme, plus spécialement américain, est basé sur l'or. On imagine donc aisément quelle défaite, quel rude coup ce serait pour le système impérialiste mondial si le peuple noir en Afrique du Sud recouvrait son indépendance et décidait lui-même de ce qu'il fait de son or.

En retour, cet affaiblissement de l'impérialisme serait une victoire du Tiers Monde dans son ensemble, une victoire historique, peut-être plus importante encore que la création de l'OPEP.

Une Afrique du Sud indépendante, en marche vers le socialisme, fera franchir une étape essentielle au nouvel ordre économique international, basé sur la justice.

C.L.

C.L.

A Orléans, battre la droite c'est battre Douffiagues

Il aurait été nécessaire que des candidats de notre parti participent aux élections législatives des 14 et 21 juin. Mais il y a le mur de l'argent, cet obstacle décisif à une pratique démocratique du suffrage universel. Dans la lettre que nous avons adressée le 14 mai à François Mitterrand nous demandions, entre autres, une modification de la loi électorale à ce sujet. Cela n'a pas abouti. Nous continuerons à agir, à l'avenir, en ce sens. L'argent a été le plus fort. Nous ne pourrions donc pas être présents comme nous l'aurions souhaité dans ces élections. Le Comité central du PCML a décidé de ne présenter qu'un seul candidat, qui aura ainsi un écho national. Il s'agit de Pierre Bauby, membre du secrétariat politique du PCML, ancien candidat à l'élection présidentielle. Nous le présentons à Orléans pour y combattre un représentant typique de la droite que nous voulons battre, J. Douffiagues, membre du bureau politique du parti giscardien, député sortant, également maire d'Orléans et conseiller général, aujourd'hui candidat unique de la droite dans la première circonscription du Loiret.

DOUFFIAGUES, DES PROMESSES AUX ACTES...

Les thèses de la Nouvelle droite (voir article ci-dessous) pour développer la division, le racisme, l'élitisme, la répression et faire accepter aux travailleurs de payer la crise. La liberté dont parle Douffiagues, c'est celle des patrons, de la bourgeoisie, de licencier, d'exploiter, de réprimer.

Axo, St-Gobain, Dudéfant, Rivière-Casalis, Chambon, Diparco, SFCM, Faïencerie de Gien, Hutchinson-Montargis, Emaux de Briare, SNCI, Chatard, SIFRA, NOVEA, SERMA à Sully, Talbot, Renault, John Deere... la liste s'allonge. Fermetures de

boîtes, licenciements, chômage partiel et préretraites, voilà la création d'emplois et les créations d'entreprises qu'avait promis Douffiagues! 60 000 chômeurs dans la région dont 1/3 pour le seul Loiret.

Orléans, deuxième ville de France après Tours pour le plus fort endettement. Coût des fêtes de Jeanne d'Arc: 150 millions! Politique municipale de prestige, impôts locaux de plus en plus lourds.

Deux millions de chômeurs, près de deux fois plus qu'en mars 80.

Depuis 1976, baisse de plus de 10% du pouvoir d'achat des travailleurs, alors que les profits sont énormes.

Fermetures multipliées d'entreprises, faillites de plus en plus nombreuses des petits exploitants agricoles.

Inflation record en 1980: plus de 15% selon l'indice CGT.

Les impôts et les charges sociales ont atteint des chiffres records.

Aux élections de 78, Douffiagues proposait «le bon choix» aux électeurs d'Orléans. Sa profession de foi alléchante (publiée ici en fac-similé) s'est rapidement révélée comme étant le fait d'un escroc.



Opérations juteuses pour les spéculateurs dans la rénovation du centre-ville, entraînant l'exode des populations ouvrières vers les cités-dortoirs de la périphérie, scandale financier de l'ARIM.

La Sologne, une gigantesque propriété de chasse privée entourée de barbelés ne profitant qu'à la bourgeoisie parisienne et locale.

Aucune réponse concrète aux associations de quartiers: Argonne, Blossières, Anguignis, La Source... des habitations qui se dégradent; pas d'espaces verts, pas d'entretien, par contre les loyers et les charges ne font que d'augmenter.

Pour ce qui est de l'animation, il y a bien longtemps que les MJC ont été supprimées, remplacées par les CAL ne proposant quasiment rien à la jeunesse des quartiers populaires.

De la poudre aux yeux...

Interdiction faite à la CGT d'assister à une séance publique du Conseil régional. Aucune concertation dans les réalisations: Chats-Ferrés, centre-ville, Martroi, cathédrale, parkings. A propos des associations, Douffiagues dit: «il y a de dans tout et n'importe quoi. Un moyen de rentrer par la fenêtre lorsqu'on a été mis à la porte par le suffrage universel.» Merci pour eux!

DOUFFIAGUES, ADEPTE DE LA NOUVELLE DROITE?

Le député sortant de la première circonscription du Loiret a la passion de l'information. C'est ainsi... Rapporteur de la Commission de l'Information au sein de l'Assemblée nationale qui vient d'être dissoute, Jacques Douffiagues est aussi administrateur à TFI: il est des passions qui méritent qu'on accepte de prendre «quelques» responsabilités...

De là cependant à dresser, au cours d'un colloque, un véritable réquisitoire contre ce qu'il a cru devoir appeler les «privileges» de la presse et des journalistes, on pourrait croire que l'homme domine mal sa passion...

Quant on sait, pour finir, que ce colloque était organisé par le Club de l'Horloge, on trouve que la passion est vraiment suspecte et conduit sur un terrain dangereux.

«Le Club de l'Horloge?», direz-vous... Effectivement, cela mérite des explications. Il est une large fraction de la bourgeoisie et des hauts cadres de son appareil qui ont tremblé, il y a 13 ans de cela, à l'occasion de la grande grève de mai-juin 68.

Et c'est en réaction à ces menaces qui avaient pesé et risquaient tôt ou tard de peser à nouveau sur l'ordre établi que devait se constituer ce qu'il est convenu d'appeler la Nouvelle droite, notamment le GRECE (1) dont les membres du Club de l'Horloge font partie.

Pour résumer, disons que leur objectif était double et visait d'une part à imposer un nouveau système de valeurs morales susceptibles de conduire les masses populaires à la résignation, à l'acceptation du système d'exploitation capitaliste et d'autre part de combattre tout ce qui pouvait concourir à la lutte contre ce système.

Il s'agissait donc de mener une bataille sur les plans philosophique, idéologique et culturel qui permette à la bourgeoisie de se prémunir contre de nouveaux mouvements révolutionnaires, et de perpétuer avec

le moins de soubresauts possibles, son exploitation. Qu'on y prenne bien garde: les adeptes de la Nouvelle droite ne sont pas de doux rêveurs, coupés de la réalité. On en trouvait, il y a peu encore dans plusieurs cabinets ministériels. Beullac, Saunier-Séité, Lenoir et Stoléro... ministres de Giscard reprenaient dans leurs discours les thèmes de ces messieurs. De grands dirigeants de la Finance se trouvent aujourd'hui à leurs côtés (2).

C'est dire que leurs idées se sont déjà traduites en actes au niveau gouvernemental, sous Giscard, et que le patronat use de leurs thèmes pour mieux tenter de briser la combativité ouvrière.

A un niveau concret, les idées de ces fascistes en costume trois-pièces et attaché-case constituent en tout cas une véritable machine de guerre contre les masses populaires.

Qu'on en juge: baisse des salaires, suppression de la législation sociale, réduction au minimum des prestations sociales, généralisation des contrats à durée déterminée, aide minimum aux chômeurs, accentuation des inégalités pour donner aux individus «génétiquement favorisés» toutes leurs chances, etc... On se croirait revenu quelques quarante années en arri-

re. Sans oublier, bien sûr, la lutte contre les «féodalités syndicales».

Et Douffiagues, direz-vous, que vient-il faire dans tout cela?

Disons-le clairement: nous ne savons pas si le député sortant d'Orléans fait ou non partie du Club de l'Horloge.

Peu importe, du reste; l'essentiel n'est-il pas que ses déclarations, comme encore tout récemment devant la jeune Chambre économique d'Orléans (3) confirment dans les grandes lignes son accord avec les thèses de la Nouvelle droite.

En tout cas, sa prestation devant le dit-Club où il devait déclarer que «l'information est une industrie comme les autres» et où un véritable réquisitoire fut dressé contre les «privileges de la presse et des journalistes» en dit long sur ces convergences.

De *Jeune Nation* (4) où monsieur Douffiagues militait il y a vingt ans au Club de l'Horloge, le parcours ne paraît pas si incongru.

Ce n'est pas nous en tout cas qui avons dit «qu'il y avait en tout technocrate un fasciste qui sommeille» (5).

Mais nous ne sommes pas loin de le penser...

(1) GRECE: Groupe de recherche et d'études sur la civilisation européenne.

(2) Notamment Jacques de Fouchier, ancien PDG de la Banque de Paris et des Pays Bas, première banque d'affaires française.

(3) *La République du Centre* du 29/05/81, page 5

(4) Groupe d'extrême-droite.

(5) Citation tirée de l'éditorial du directeur général de *La République du Centre* du 14/02/81, où il tirait à boulets rouges, sans le nommer, sur J. Douffiagues. Roger Secrétain peut pourtant difficilement être suspecté d'idées de gauche. Son éditorial, «*La liberté de la presse*», traitait du colloque du Club de l'Horloge.